

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 6 AVRIL

1 F 50

N° 154

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

SOMMAIRE

- Les hopitaux-prison P.2
- Étudiants : c'est la rentrée... des luttes P.6
- Cambodge : comme il l'avait annoncé, Shianouk se retire P.7
- «L'enrichissement des tâches» P.9

CHINE

La lutte de classe s'aiguise

Hier matin (c'est-à-dire dans la soirée à Pékin), un certain nombre d'incidents se sont produits sur la place Tien An Men, place centrale de la ville. Ces jours derniers des centaines de milliers de Chinois avaient rendu hommage à la mémoire du camarade Chou en Lai à l'occasion du jour des morts. Alors que, après la cérémonie, les très nombreuses gerbes avaient été enlevées, certains en ont profité pour organiser une manifestation hostile à la lutte en cours contre le déviationnisme de droite. Déjà, ces derniers jours, parmi les milliers d'affiches murales collées à l'occasion de ce mouvement, certains étaient apparus, qui allaient dans ce sens. Des cris ont été poussés, une voiture de l'armée a été endommagée. Hier soir, d'après certaines informations, le maire de Pékin aurait indiqué que ces incidents avaient été fomentés par des éléments droitières, qui sentent leur ligne menacée par la lutte contre le déviationnisme de droite en cours dans le pays, et il aurait lancé un appel au calme.

Certains journalistes occidentaux ayant fait grand bruit du fait qu'ils ont été écartés par la foule présente (dont de nombreuses personnes ne manifestaient pas), il faut rappeler, pour le comprendre, la campagne menée à l'occasion de la Révolution Culturelle, en 1967, quand la Chine était présentée comme un pays plongé dans le chaos. Ne voit-on pas déjà, à l'occasion des incidents d'hier, des manchettes «sensationalistes» du genre : «graves troubles à Pékin» ?

En réalité, les manifestations d'hier ne sont qu'une expression d'un phénomène qui n'a rien d'étonnant en régime socialiste : la lutte des classes. Dans son fond, la campagne actuelle contre le déviationnisme de droite ne vise rien d'autre qu'à la régler en faveur de la classe ouvrière, des larges masses populaires : «prendre la lutte des classes comme axe», comprendre que le combat contre les tendances au retour au capitalisme est l'essentiel, la condition pour réaliser l'unité du peuple sur

suite page 7

LIP, C'EST PAS FINI !



Après la gestion désastreuse de Fred Lip, vieux patron excentrique, voici que Sargueil, nouveau PDG fait le procès de la gestion désastreuse du jeune patron de gauche Neuschwander : mauvaise politique commerciale, mauvaise politique de fabrication, ce sont les mêmes refrains qu'en 1973.

Bref, c'est le dépôt de bilan annoncé par Sargueil hier matin. Riboud, PDG de BSN, Renaud Gillet, PDG de Rhône Poulenc et Madame Gomez, PDG de Waterman auraient rêvé...

Comme en 1973, Ebauches SA est à nouveau tapi dans l'ombre pour racher la marque et les brevets pour une bouchée de pain... Pour de nombreux commentateurs bourgeois, vu les investissements à faire et la conjoncture difficile, Lip cette fois, ça semble bien fini.

Lip rentable, Lip pas rentable, une solution industrielle possible ou impossible, voilà le dilemme dans lequel la bourgeoisie veut enfermer les ouvriers de Palente. Tenir compte de la situation économique, lier son sort à celui de l'entreprise et subir les aléas de l'anarchie capitaliste : se serrer la ceinture quand ça marche pour ne pas remettre en cause la compétitivité, se serrer la ceinture quand ça ne va pas parce qu'il n'y a plus de commande, dans les deux cas le résultat est le même.

En France, aujourd'hui, il y a un million cinq cent mille chômeurs à qui on a joué cet air de la rentabilité pour les mettre à la porte, il y en a 1500 à Usinor Trith, plusieurs milliers à Rhône Poulenc, des dizaines de milliers dans les autres entreprises...

Alors la rentabilité ou la

non rentabilité capitaliste, les travailleurs n'en ont que faire, car finalement, occuper son usine, avoir le matériel, le stock et les machines en gage, c'est encore ce qu'il y a de moins rentable pour la bourgeoisie et ce qu'il y a de plus profitable pour les travailleurs, pour imposer leur volonté...

Les travailleurs de Lip ont été les premiers à rejeter le chantage au licenciement et à contraindre la bourgeoisie à maintenir leurs emplois. Après avoir fait mentir Messmer «Lip c'est fini», c'est Chirac, Giscard et Ponia qu'ils feront reculer. A leurs côtés, les ouvriers horlogers du Haut Doubs, un million cinq cent mille chômeurs, et tous les travailleurs en lutte feront payer à la bourgeoisie sa crise, sans entrer dans ses mauvaises raisons.

Y. C.

Rencontre Seguy-Maire

LES TRAVAILLEURS EN LUTTE LES ONT FAIT CHANGER DE TON

Une conférence de presse des confédérations CGT et CFTD avait lieu hier en fin d'après-midi, rue La Fayette au siège de la CGT. Cette conférence se tenait juste après une réunion «au plus haut niveau, pour examiner la situation des luttes et les initiatives à prendre».

Pendant trois quarts d'heure, on a pu voir Maire et Ségué tout à coup transformés en accusateurs. «Le patronat et le gouvernement ont dressé un mur face aux revendications des travailleurs, la seule issue c'est la lutte». C'était à peu près le ton de cette conférence.

Les délégations confédérales ont d'abord dressé un tableau de la situation : l'état catastrophique de l'emploi, les revendications qui ne datent pas d'hier et ne sont pas prises en considération...

Face à cela, des luttes nombreuses, une situation extrêmement tendue, une combativité croissante de la classe ouvrière. Témoins, les travailleurs de la fonction publique qui, malgré les «accords au rabais» signés par des «syndicats minoritaires» engagent l'action. Cette analyse n'est pas très difficile à faire et correspond grossièrement à la réalité.

Le deuxième thème développé était «Dans cette situation, il nous appartient, à nous syndicalistes, de prendre nos responsabilités et d'appeler l'ensemble des travailleurs à entrer massivement dans l'ac-».

Que valent de telles déclarations alors qu'il y a une semaine, ces mêmes directions confédérales brisaient en 48 h un mouvement de lutte comme on n'en avait pas vu depuis longtemps chez les cheminots. Il y a les déclarations, les prises de position, les merces qu'on agite, les promesses que l'on fait et puis il y a la réalité, les actes. Quand, par exemple, Ségué déclare : «Nous ferons tout pour coordonner les luttes quand il le faudra», les travailleurs du trust Thomson apprécieront, eux qu'on laisse mener leur lutte usine par usine : d'abord Vélizy, puis Esswein, Chauny, aujourd'hui Bourgogne-Electronique... Ou bien, ne le fallait-il pas, M. M. Ségué !

«Nous avons pris des dispositions pour être en mesure de prendre toutes les initiatives que la situation commanderait». On croirait entendre une déclaration de guerre ! Seraient-ce les premiers pas vers la convergence réelle des luttes et leur extension que réclament avec insistance les travailleurs, on peut en douter ! On est habitué depuis longtemps à de telles déclarations qui ne débouchent sur rien dans les faits. Maire et Ségué dénoncent la répression qui frappe les travailleurs en lutte et les militants syndicaux. Très bien ! Mais que font-ils pour organiser la riposte ? Comment ont-ils pris en mains la défense des militants emprisonnés à propos de l'affaire des comités de soldats ?

suite page 3

4 morts dans l'incendie de la raffinerie ANTAR-DONGES

Un grave incendie s'est produit à la raffinerie de Donges près de Nantes. Il aurait été causé par l'effondrement d'un conduit de fumée sur une chaudière en construction, provoquant l'explosion d'un tube de raffinage contenant du pétrole sous pression. Il a fallu une heure aux pompiers pour maîtriser l'incendie. Quatre ouvriers sont morts dans l'incendie et de nombreux autres gravement brûlés ont été hospitalisés.

ENQUÊTE

LA MEDECINE A LA CHAÎNE

-8-

LES HÔPITAUX PRISONS (2)

Nous l'avons vu hier, l'hôpital psychiatrique change, et les méthodes de traitement aussi. Si le nombre d'internés est très élevé, il est en diminution. La sectorisation que le gouvernement met peu à peu en place aura pour résultat d'abaisser ce chiffre (qui est proportionnellement bien plus faible dans d'autres pays capitalistes comme l'Angleterre). Mais les nouvelles méthodes permettent-elles d'attaquer la maladie mentale à sa racine ?

Est-ce possible sans remettre en question la société elle-même, la société capitaliste ?

C'est sur ces questions que nous engageons aujourd'hui le débat.



LA SECTORISATION

Le principe de la sectorisation a été proposé après la Libération par des psychiatres proches du PCF. Depuis une dizaine d'années, cette idée est reprise par le gouvernement et il la met en application au rythme que lui permettent les crédits. En quoi consiste la sectorisation ?

aggraverait souvent les troubles.

Le trouble psychique est souvent déclenché par un déséquilibre brutal dans la vie : perte d'un être cher, séparation, parfois licenciement... L'hospitalisation ôte tout point de repère à l'individu, ce qui favorise l'anxiété, le délire.

pour réduire ces « tensions ». Le résultat n'ayant apparemment pas été très satisfaisant, emploiera-t-on des méthodes plus énergiques ?

Dans un domaine plus général, une partie non négligeable de la population utilise des médicaments agissant sur le psychisme : tranquillisants, « remontrants », somnifères... C'est pour aider à supporter les conditions de vie imposées aux travailleurs par le capitalisme : les cadences éreintantes, les transports interminables, le bruit du HLM...

Ainsi apparaît le nouveau but que la bourgeoisie assigne maintenant à la psychiatrie : il ne s'agit plus seulement de parquer ceux que des troubles mentaux rendent inaptes à la production. Il s'agit maintenant de compenser, de faire supporter les dures contraintes nerveuses et psychologiques imposées par le capitalisme.

Ainsi, c'est sur le terrain de la lutte de classe qu'ont à se battre tous ceux « psychiatriques » ou « soignants », qui remettent en cause la psychiatrie.

La sectorisation permet aussi d'abrèger l'hospitalisation : on hésite moins à faire sortir un malade « fragile » que s'il devait se retrouver seul « dans la nature ».

«PSYCHIATRISATION» DE LA VIE QUOTIDIENNE

Il y a un risque dans la sectorisation, risque qu'on prend au sérieux quand on voit le « libéralisme » de ceux qui nous gouvernent. Ce risque, c'est que chaque comportement « anormal », même minime, soit considéré comme un symptôme psychiatrique.

Les jeunes travailleurs, par exemple, qui supportent mal les conditions de travail et l'ambiance de leur atelier, qui changent fréquemment d'emploi : certains psychiatres auraient vite fait de les considérer comme « instables », ou « asociaux ». La psychiatrie interviendra-t-elle dans ces cas-là ? La réforme Sudreau prévoit que des psychiatres seront attachés aux entreprises. Depuis longtemps déjà, les théories « psycho-sociologiques » présentent les contradictions de classe dans les entreprises comme des « tensions » d'origine « psychologique », et une formation appropriée est donnée à certains cadres

LA PSYCHIATRIE EN CHINE SOCIALISTE

Il est difficile de comparer les méthodes psychiatriques dans un pays capitaliste et un pays socialiste. Par exemple, les rapports entre l'individu et la collectivité ne sont évidemment pas les mêmes dans les deux sociétés, et les troubles mentaux ne sont pas toujours semblables. Cependant, cet extrait d'un entretien qu'un psychiatre de Changhaï a accordé à un psychiatre français en 1974 nous paraît digne d'intérêt.

« Depuis la Révolution Culturelle, l'aspect de l'hôpital et la mentalité des soignants a beaucoup changé. Nous avons appliqué le principe : « Il faut servir le peuple », et nous avons critiqué nos carences et nos défauts. Nous avons affronté trois catégories de contradictions :

- La contradiction entre médecins et infirmiers d'une part et malades d'autre part : il y a eu amélioration de l'environnement, de l'attitude des infirmiers et des médecins.

On a fait jouer au maximum l'initiative des malades dans leur traitement. Par exemple par la désignation de chefs de groupe chez les malades, en faisant en sorte qu'ils se sentent chez eux dans leur chambre, par l'organisation et la prise en charge de certains problèmes (dans le travail, l'étude, les activités culturelles et artistiques)... Les résultats se constatent par exemple dans l'amélioration énorme de l'atmosphère dans les chambres des malades, mais surtout par une amélioration des rapports qui devien-

nent beaucoup plus intimes entre soignants et malades.

- Réformer les méthodes de traitement en résolvant la contradiction entre la médecine traditionnelle et moderne.

Avant la Révolution Culturelle, on ne faisait pas une juste place à la médecine traditionnelle... En ce qui concerne la médecine moderne, si les techniques de choc ont été abandonnées, car présentant plus d'inconvénients que d'avantages, on utilise les médicaments psychotropes mais à des doses plus faibles qu'auparavant.

- Assumer la contradiction entre prévention et traitement. Ces dix dernières années, nous avons constitué des équipes itinérantes à l'usine, à la campagne, pour faire un travail de prévention et de traitement. Nous avons assuré des soins à domicile pour favoriser la consolidation. Nous avons apporté notre aide aux personnels locaux : médecins aux pieds nus, médecins coopératifs, en diffusant nos connaissances psychiatriques pour leur permettre de mieux aborder ces problèmes. Nous avons mobilisé les masses autour des malades pour populariser ces connaissances. Ainsi les parents, les voisins, les camarades pourront mieux les aider à faire face à leurs difficultés. De plus, quand nous nous rendons à la base, nous pouvons beaucoup plus facilement faire un dépistage précoce et les résultats du traitement sont alors meilleurs.



Il s'agit de rapprocher la psychiatrie du lieu où vivent et travaillent ceux qui en ont besoin ou peuvent en avoir besoin.

Un secteur est une unité géographique qui comprend environ 70 000 habitants, et à laquelle est attachée une équipe formée de médecins et d'infirmières. Du point de vue des locaux, elle comprend des pavillons d'un hôpital psychiatrique, et un dispensaire d'hygiène mentale. Le malade vient consulter au dispensaire, ou inversement un psychiatre ou un infirmier va le visiter à domicile. Actuellement, la sectorisation sert surtout à « suivre » d'anciens malades qui ont repris la vie active. Mais ce qu'elle cherche à terme c'est à réaliser une véritable prévention. Et c'est là que des questions se posent : qu'entend-on par « prévention » en psychiatrie ?

EVITER OU RACCOURCIR L'HOSPITALISATION ?

C'est un aspect très positif de la sectorisation : lorsque quelqu'un présente des troubles psychiques sans gravité, il peut être traité à domicile ou au dispensaire, bénéficier d'une psychothérapie de soutien en évitant la rupture avec son entourage, qui

Comment sont soignés les enfants « malades mentaux » d'un service d'enfants dirigé par un psychiatre du P«C»F

(Hôpital psychiatrique de Marseille)

Je travaille dans un service d'enfants, de 8 à 20 ans, psychiatre renommé dans les « hautes sphères médicales » pour son service d'enfants « modèle ». Il y a environ 30 enfants, les 2/3 étant là depuis plusieurs années, et que le docteur responsable est incapable d'appeler par leur nom. Il ne les connaît que par dossier, et encore se trompe ; il ne voit jamais les enfants, les confondant entre eux.

Les enfants n'ont aucun soin médical, si ce n'est ce que font les infirmiers, totalement livrés à eux-mêmes. Aucune visite médicale en un an, il faut qu'un trouble attire l'attention des infirmiers pour que les surveillants, tous au PCF, se décident à envoyer l'enfant à l'hôpital

général, après maintes réclamations pouvant traîner plusieurs semaines si ce n'est pas « une urgence ».

Il n'y a aucun travail d'équipe, les enfants sont donc tirillés au gré du personnel, qui, déçu par mille illusions qu'ont fait miroiter les gens du PCF sur des thérapeutiques soi-disant nouvelles, se cantonne le plus souvent à un rôle de gardiennage. Chaque initiative est critiquée et réprimée de tous côtés.

D'ailleurs, les révisionnistes jugent ces enfants « irrécupérables ». Les réunions communes, de « gestion démocratique », ne sont qu'un vaste théâtre grotesque, boycotté le plus souvent par les infirmiers, qui ne voient pas en

quoi cela les aide dans leur travail.

Certes, les murs sont repeints de neuf, les horaires sont assez élastiques, mais cela n'empêche pas que les infirmiers se trouvent devant une impasse : ils ne font que garder les enfants, sans arriver à les soigner. Et ce n'est pas le PCF qui posera un jour le problème de la maladie mentale produite d'une société pourrie. Ce n'est pas lui qui posera le problème : pourquoi ces enfants sont-ils là ?

Si l'on creuse la question, on s'aperçoit vite que sur les 30, 28 sont de famille ouvrière. Les salaires sont misérables. Les familles souvent désunies par les difficultés dues à l'exploitation capitaliste. Ou ce sont encore des gosses de l'Assistance Pu-

blique, qui pourraient être ailleurs s'ils avaient une famille. Et ces enfants, qui pour la plupart ne seront jamais « rentables », resteront donc à l'hôpital, pour passer ensuite dans un service d'adultes.

Ces problèmes n'étant jamais discutés, les infirmiers pensent pour la plupart qu'ils ne servent à rien, et qu'ils ne peuvent que garder, parfois en étant humains pour adoucir le sort des enfants. Pourtant avec des soins corrects, et une société tenant compte de l'homme et non du profit, la plupart des enfants pourraient y trouver une place.

Mais ces problèmes, les gens du PCF refusent de les voir, réclamant uniquement plus de crédits, plus de personnel !

POLITIQUE

Chirac devant les radicaux

LES BAVURES DE LA COORDINATION

20 DÉPUTÉS SUR 55 ÉTAIENT ABSENTS

Le coordonnateur Chirac, après avoir participé aux journées parlementaires RI et UDR, rendait visite hier au groupe des réformateurs, le plus petit groupe de la coalition gouvernementale mais certainement le plus rûtif à la direction du premier ministre.

Les réformateurs regroupent dans un même groupe parlementaire centristes et radicaux, mais l'attitude des deux composantes vis à vis du coordonnateur n'est pas la même. Chez les centristes, malgré leurs contradictions avec les positions de l'UDR sur la question européenne, tactiquement c'est le oui à Chirac qui l'a emporté. Le comité directeur du Centre Démocrate estime «désirable que le premier ministre assure la coordination des formations de la majorité». Ce

qui signifie simplement que les divergences se régleront en comité restreint, notamment au cours de l'élaboration du programme commun giscardien qui servira de charte électorale.

L'attitude des radicaux est toute autre. D'accord sur la nécessité d'un coordonnateur pour emmener la coalition gouvernementale, ils désiraient que ce fût Brossolette, le secrétaire général de l'Elysée. Naïveté de leur part ! Brossolette n'a pas l'en-

vergure politique nécessaire pour jouer ce rôle. Tant sur les questions européennes, que sur les questions régionales, et de défense nationale, ils ont d'importantes divergences avec l'UDR. Déjà plusieurs membres du parti radical ont choisi la dissidence par rapport à Chirac. 49 des 85 membres du comité directeur demandent que le parti radical sorte de l'ensemble coordonné par Chirac, sans toutefois rejoindre l'opposition. Ils réclament la réunion d'un congrès extraordinaire dans les six mois. Les schreibériens minoritaires lors du dernier congrès espèrent retrouver à cette occasion la direction du parti radical.

Cet écart du parti radical, encore hésitant sur la voie à suivre pour conserver un électorat, accentue la faiblesse de la majorité parlementaire. Giscard au lendemain de son élection, espérait se constituer une nouvelle majorité moins dépendante de l'UDR, avec l'aide des radicaux et des centristes, et gagner une partie du PS. C'est un échec, révélateur du fiasco de sa tentative de ralliement d'une frange des masses à son projet de «société libérale avancée».

Serge LIVET

LA VISITE DE SADATE

LES AMBIGUITÉS DE GISCARD

La visite en France de Sadate a été, de sa part, l'occasion d'attaques très vives contre d'autres pays arabes, particulièrement la Syrie et la Libye. Situation plutôt embarrassante pour notre gouvernement, dont le premier ministre, Chirac, rentrait à peine d'un séjour en

Libye au cours duquel il avait prodigué les marques de «compréhension» politique. Quitte à rester ferme sur le refus de s'engager à acheter des contingents de pétrole, pour rééquilibrer la balance commerciale.

Du coup, nos commenta-

teurs bourgeois mettent l'accent sur une réalité : la division croissante du monde arabe. Et de suggérer une politique «d'équilibre» permettant à la France de manger à tous les râteliers, de s'entendre aussi bien avec la Libye qu'avec l'Égypte et la Tunisie, avec l'Algérie qu'a-

vec le Maroc, etc... alors que des contradictions opposent ces différents pays.

Ainsi, tente de se définir une nouvelle tactique impérialiste : ayant renoncé à apparaître, comme au temps gaulliste, comme le champion de l'indépendance nationale contre les États-Unis, pour choisir une orientation beaucoup plus «occidentale» notre bourgeoisie se contenterait d'être moins marquée que les USA dans ses interventions en direction du monde arabe.

Position qui risque, à la longue, de s'avérer difficile à tenir : comment soutenir, par exemple, l'agression marocaine contre le peuple sahraoui, et prétendre entretenir de bons rapports avec les pays arabes qui soutiennent la lutte de libération ? A force de jouer sur l'ambiguïté, la politique arabe de Giscard pourrait bien rencontrer rapidement ses limites.

Mesures gouvernementales contre l'extension du secteur public

Le dernier conseil des ministres a prévu plusieurs mesures pour permettre un meilleur contrôle du gouvernement sur les entreprises nationalisées. Prochainement un décret réglementant la diversification des sociétés pétrolières à capitaux publics sera pris. Le 15 janvier un règlement du même type avait été imposé à la régie Renault. En outre un gouvernement envisage de sou-

mettre les entreprises nationalisées au contrôle de la Cour des Comptes.

Ces mesures visent à rationaliser la politique des entreprises publiques en leur fixant certaines limites : Renault par exemple, a étendu son empire sur plusieurs secteurs : machine outil, cycles, alimentation, etc... Le gouvernement cherche à réglementer la concurrence en-

tre secteur public et secteur privé, en évitant qu'elle se fasse au détriment du secteur privé.

Le gouvernement se soucie également de limiter la progression du secteur public par le biais des prises de participation dans la mesure où cela faciliterait la politique de nationalisations de la gauche si elle venait au pouvoir.

suite de la une

C'est bien, encore une fois, contraints par le mouvement gréviste qui se développe, par le renouveau des luttes, par les milliers de travailleurs qui déclenchent des grèves et les mettent au pied du mur que les directions syndicales prennent ce ton. Il faut essayer de donner le change. Il faut bien répondre aux questions pressantes des travailleurs.

Maire et Séguy veulent faire du 1^{er} Mai une journée à laquelle on donnera «une tonalité supérieure aux autres années». Souci louable certes, mais il semble bien que l'objectif soit d'en faire en quelque sorte, «une journée de clôture» : Mobiliser les travailleurs, coordonner les luttes, oui, mais dans les limites compatibles avec «le succès du programme commun» évidemment. A une question posée sur la concordance du succès de la gauche et du renouveau des luttes, Séguy répondait tout sourire : «Bien sûr, le résultat des ces élections montre le mécontentement des travailleurs et il doit être un stimulant pour l'action revendicative» mais il ajoutait, se rembrunissant

soudain : «Les buts que nous poursuivons ne sont pas politiques ! Pour nous syndicalistes, ce qui nous préoccupe, c'est la défense des revendications des travailleurs, un point c'est tout». Dans le même ordre d'idée, Maire de son côté affirmait «qu'il était habitué à ces ragots qui prétendent que l'action syndicale est déterminée par la situation politique». Maire a la mémoire courte ! Il oublie qu'il appelait le soir même de la mort de Pompidou «à un climat social serein» pour que les élections se déroulent dans le calme, pour ne citer que cet exemple.

Oui Messieurs Séguy et Maire, les travailleurs entrent massivement en lutte ! Oui, le mécontentement grandit ! Oui, la combativité est forte ! Mais, c'est la satisfaction de leurs revendications que les grévistes exigent, c'est pour elles qu'ils se battent ! C'est de cela que les Maire et Séguy devront tenir compte. A nous de le leur rappeler, comme le font les travailleurs de Bourgoigne Electronique, de Peugeot, de Fougères....

Gérard PRIVAT



INFORMATIONS GENERALES

ANPE : bilan en hausse

Parmi les affaires qui tournent l'ANPE est en bonne place, son bilan marque un progrès important. En 75, en effet l'Agence de l'Emploi a enregistré 2 448 500 demandes d'emploi à temps plein soit 24,5 % de plus qu'en 74, par contre le résultat est beaucoup moins brillant du côté des offres d'emploi : 964 000 en baisse de 31,2 %. L'agence a effectué 515 000 placements, 12,9 % de moins qu'en 74. Le nombre des chômeurs inscrits est passé de 297 000 en janvier 75 à 379 000 en décembre de la même année. Un bilan dont ne se vante pas Durafour !

Trois milliards anciens pour un repas trop arrosé

Il y a deux semaines, un automobiliste ivre calait sur une voie ferrée, incapable de redémarrer sa voiture, il partait tant bien que mal donner l'alerte. Arriva un train de marchandises qui broya l'automobile et bascula dans le canal de la Marne au Rhin en emportant le pont métallique qui l'enjambait. La facture de cet accident est élevée : le train détruit, le pont, les 12 000 tonnes de marchandises contenues dans les wagons, les frais d'interruption du trafic ferroviaire et fluvial, les frais de curage et de vidage du canal, les frais d'évacuation du poisson engagés par la société de pêche et tous les frais de main d'œuvre additionnés on arrive à quelque chose comme trois milliards anciens. C'est cher, certainement plus cher qu'un système d'alerte.

Richard Deshayes : quelle justice 5 ans après ?

Le 9 février 71, une manifestation pacifique se déroule à Paris, à l'appel du Secours Rouge pour soutenir la grève avec occupation des ouvriers nantais de l'usine Batignolles et aussi pour exiger le statut de prisonnier politique pour les militants de la Gauche Prolétarienne emprisonnés. La manifestation est bloquée et sauvagement réprimée par les brigades d'intervention. Au cours de la dispersion Richard Deshayes reçoit en pleine figure une grenade offensive tirée à tir tendu et rapproché. Richard Deshayes a un œil éclaté qu'il faudra enlever, l'autre œil gravement touché, depuis il est presque aveugle, le visage est véritablement écrasé : 40 fractures. Le policier qui a tiré a été identifié, des témoignages assurent qu'il a visé le visage, malgré cela, il est inculpé de blessure involontaire et l'affaire traîne en longueur, l'élection présidentielle fait bien les choses, l'affaire est amnistiée au pénal. Il reste la juridiction civile pour indemniser Richard Deshayes de l'immense préjudice subi. Même pour cela, la ville de Paris, civilement responsable essaie de se soustraire partiellement à ses responsabilités en les faisant endosser pour une part à Richard Deshayes, coupable d'avoir manifesté. Le procès civil aura lieu mercredi devant la première chambre civile du tribunal de Paris, pour évaluer le prix des yeux d'un manifestant. Le geste du policier a déjà été évalué : il est monté en grade.

Reims : 12^e jour de grève de la faim de Gilbert Gallina

12^e jour de grève de la faim pour Gilbert Gallina, invalide à 100%. Gilbert Gallina avait pris en otage il y a bientôt deux semaines, un enquêteur de l'Action Sanitaire et Sociale pour protester contre la situation qui lui était faite à lui et à sa famille. A 5, ils étaient obligés de survivre avec la pension d'invalidité et les Allocations Familiales. Et tout ce qu'on avait trouvé à lui répondre, au Service Social : «votre femme n'a qu'à chercher du travail !» Chercher du travail quand on a 51 ans, trois gosses et un invalide à la maison, c'est se payer la tête du monde !

Depuis qu'il est en prison, Gilbert Gallina fait la grève de la faim, demandant à être libéré. La cellule du PCR du quartier Wilson a immédiatement entrepris un travail de soutien à Gilbert Gallina : un tract a été distribué massivement sur le quartier, et une pétition demandant la libération de Gilbert Gallina, a déjà recueilli 80 signatures sur le marché populaire de Ste Anne. Gilbert Gallina est décidé à tenir jusqu'au bout.

Brisons le mur de silence entretenu par la presse locale ! Avec les travailleurs de Reims, imposons sa libération !

correspondant Reims

LUTTES OUVRIERES

lip, c'est pas fini !

Tout plan de redressement est désormais écarté chez Lip. Sargueil, le PDG, hier l'a dit, on ne peut plus clairement. De la cessation de paiement, qu'il annonçait le matin, il a franchi le pas de la cessation d'activités ; autrement dit, le licenciement collectif de 900 Lip. Il y a de quoi faire réfléchir, tous ceux qui, dans la journée d'hier, étaient les tenants du «gain de temps», de la concertation. Dans la lutte d'idées qui s'est menée hier à Palente, désormais, il est certain que c'est la volonté de lutte qui doit prendre le pas.

Dès qu'on parle de Lip, les réactions fusent : chez les ouvriers qui se demandent si les Lip sauront une nouvelle fois rejeter le gant pour «pas un seul licenciement» et dans le camp de la bourgeoisie où cela allume de vieilles haines... La presse aux ordres le sait et commence déjà à fabriquer l'opinion. Ainsi, au journal de 13 heures, Europe 1 annonçait qu'il n'y avait «pas de licenciement pour l'instant» et à 16 heures, parlait de « reprendre le travail mardi », sans plus !

De son côté, RTL présentait le bilan comme déposé, comme si la lutte des Lip ne comptait pour rien ou presque...

C'est le plan d'Ebauches SA qui recommence. La réalité, hier matin, était déjà inquiétante au comité d'entreprise. Le PDG, J.Sargueil, présentait un tableau à coup de chiffres, de dépréciation des stocks et de déficit (20 à 26 millions sur 2 ans) : «dans ces conditions le Conseil d'Administration ne peut plus compter... il va faire le nécessaire auprès du Tribunal de Commerce pour un processus de cessation des paiements». Il ajouta même : «Maintenant, c'est Lip, mais demain, ce sera au tour des horlogeries du Haut Doubs» et de fait, déjà des licenciements sont annoncés : par exemple, chez Elector, à Charquemont...

A la sortie du Comité d'Entreprise, les délégués ont convoqué une brève

assemblée générale pour annoncer ce coup de patronat. C'était la stupeur : «on en a gros sur la patate» disait une ouvrière active en 1974, «on savait que ça venait, les licen-

ciements, mais on n'y croyait pas» : c'est ce que beaucoup pensaient devant Palente, dans les petits groupes de travailleurs qui déambulaient près de la cantine. La colère et l'effet de choc se partageaient dans la tête de beaucoup face à cette perspective d'un nouveau dépôt de bilan. Mais cela n'a pas

«GAGNER DU TEMPS»

L'après-midi est entamée par une chaude ambiance de lutte : «si on

le temps de réagir, de se faire à l'idée du coup annoncé par Sargueil : «c'est trop gros à avaler !»

L'idée que «Lip est viable» prend parfois le pas avec certains délégués CFDT et CGT sur le strict point de vue du refus des licenciements. Mais principalement, ce qui compte c'est ce qu'exprimait un ouvrier du secteur Horlogerie : «Maintenant, c'est clair ! Après tous ces mois où la situation pesait, il faut repartir. On va sûrement faire quelque chose».

ment, avec une consigne ambiguë : «gagner du temps». C'est nécessaire de se donner le temps de voir venir Sargueil, de se déterminer par rapport à un plan précis. Mais pour quoi faire et à quel prix ?

Il ne fallait pas entretenir de grandes illusions sur les plans possibles : lundi à 19 heures, pour Sargueil : «Lip, c'est fini !». Aucune solution ne peut être retenue selon lui, aucune relance : «les charges d'encadrement financières et techniques seraient trop fortes», et ça, on le voyait venir depuis le matin.

de prétexte ! Il impose l'abandon souhaité par les Gillet (Rhône-Poulenc) et Riboud (BSN) qui ont «soutenu» Lip, comme une corde soutient le pendu.

«PRENDRE DES INITIATIVES»

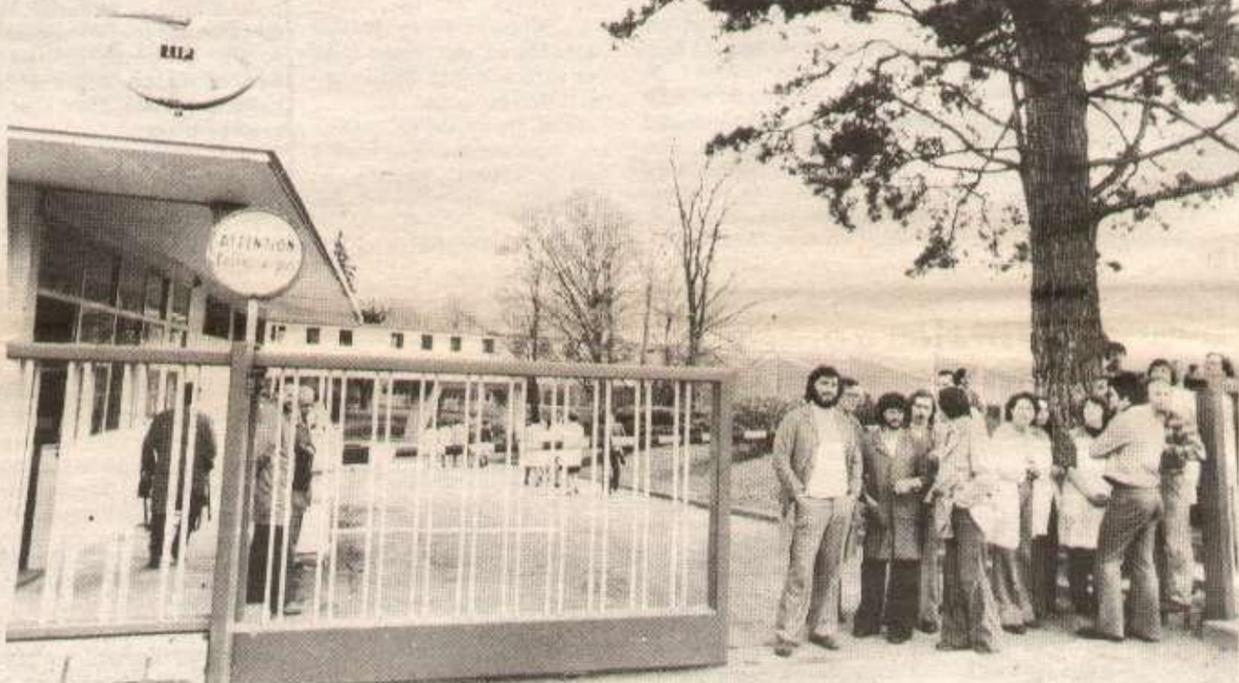
«Travailler, mais tenir deux Assemblées Générales par jour, et mettre en place des commissions pour préparer l'information sur la situation et savoir comment se battre aujourd'hui». Voilà tout ce qui fut proposé... Quelle déception chez les travailleurs combattifs : «Ce soir, on va laisser l'usine comme ça ? Ce n'est pas possible ! On sait qu'il faut se méfier : la direction a déjà réparti 750 montres par dépositaire...»

Mais pour certains des responsables CFDT, ce qui semble compter, c'est que la balle soit désormais dans le camp du gouvernement. Ce qu'ils recherchent, c'est une table ronde de la profession horlogère, avec les pouvoirs publics, alors qu'à Fougères, c'est ce que proposaient à plusieurs reprises FO et la CFDT.

Les accusations contre la politique commerciale menée à Lip, ces derniers mois ont tenu lieu d'analyses : «s'il fallait 30 millions pour payer les indemnités de 900 personnes, en cas de cessation d'activité, il n'en fallait que 15 pour poursuivre Lip» disait Charles Piaget.

Pour les Lip, les commissions amorcées mardi, ne devront pas être le lieu où quelques délégués syndicaux et cadres préparent «un nouveau dossier Lip» en rêvant de Syndex..., mais le point de départ de la mobilisation de tous les Lip : encore une fois, pour «pas un seul licenciement», les Lip doivent mettre toutes leurs forces dans la bataille !

Stéphane RAYNAL



ciements, mais on n'y croyait pas» : c'est ce que beaucoup pensaient devant Palente, dans les petits groupes de travailleurs qui déambulaient près de la cantine. La colère et l'effet de choc se partageaient dans la tête de beaucoup face à cette perspective d'un nouveau dépôt de bilan. Mais cela n'a pas

est comme en 73, alors il faut lutter comme en 73 et même plus dur». Un délégué de la Mécanique exprimait ainsi les discussions des ouvriers qui agitaient de nouveau les groupes de Lip devant l'usine, assaillis par des journalistes inquiets : «que vont faire les Lip ? Et c'est vrai qu'il a fallu

Sortant de l'AG, les Lip gagnaient d'un coup leur bus vers 15 h 45. Une sortie ordinaire, à peu de chose près... Mais pourquoi cela ? Rapidement, la conférence donnée par quelques délégués CFDT (dont Piaget et Vittot) éclaire cette baisse de tonus. En fait les travailleurs sont repartis, sage-

C'était réglé dès avant l'entrevue du Comité d'Entreprise et pourtant les directions syndicales dont certains membres semblent avoir oublié bien des leçons de 73, parlaient encore de travailler mardi «pour ne pas donner prétexte à l'avancement du dépôt de bilan». Mais Sargueil n'a pas eu besoin

Massy : MEETING DE SOUTIEN AUX FOYERS SONACOTRA

Samedi, a eu lieu à Massy, un meeting de soutien aux foyers Sonacotra en grève des loyers. Un film (Margoline) retraça une lutte victorieuse de travailleurs immigrés pour les papiers et les salaires en 73. Une salle de 300 personnes environ, étaient présentes.

Les délégués du comité de coordination dénoncèrent tout à tour les récentes provocations policières sur les grévistes (refus de la Préfecture de renouveler les papiers) et sur les délégués (expulsions), les provocations racistes (des coups de feu ont été tirés contre les foyers de Garges [S. Gon-

nesses, de St Denis). En prenant notamment l'exemple des foyers de Massy, ils ont rappelé la manière démocratique dont se menait leur lutte : délégués par étage, toutes nationalités représentées, décisions en assemblées générales, etc...

Le comité de locataires et d'ouvriers voisins vint apporter son soutien total, dénonçant au passage la hausse des loyers et des charges, les logements, les saisies dont étaient victimes les travailleurs français. Il fut chaleureusement applaudi ainsi qu'un délégué syndical CFDT d'une entreprise de la zone industrielle.

Le meeting a été clôturé par une intervention du comité de soutien qui précisa d'abord que le comité dénonçait toute politique visant à limiter ou contrôler l'immigration, que la politique répressive de la bourgeoisie à l'égard des travailleurs immigrés n'avait toujours visé qu'à conserver le maximum de mobilité à une main d'œuvre bon marché. C'est de la même manière qu'on les avait utilisés pour l'expansion : on voulait comme à l'ensemble de la classe ouvrière leur faire payer la crise, et dans ces conditions, leur victoire est aussi la nôtre.

Corr. Massy

CONTRE LA RESTRUCTURATION DU TRUST RHÔNE-POULENC : GREVE GENERALE

Le 8 avril, toutes les usines de tout le trust Rhône-Poulenc SA (chimie, industrie, textile) sont appelées à la lutte pour une journée nationale d'action, destinée à prolonger et à amplifier la mobilisation du secteur Textile, contre un plan de 4000 licenciements et plusieurs fermetures d'usines et d'ateliers (515 licenciements à Rousillon sur 800 travailleurs, 200 à Gauchy sur 600).

● CREUSOT LOIRE : DÉBRAYAGES POUR LES REVENDICATIONS

Aux aciéries de Creusot Loire, les syndicats CGT et CFDT appelaient hier à de nouveaux débrayages pour appuyer les revendications suivantes : maintien du pouvoir d'achat, réduction du temps de travail, participation patronale à la cotisation mutuelle, garantie d'évolution de carrière. La direction menace : elle envisage la mise au chômage technique de 2000 à 2500 travailleurs. Cela ne lui sera pas facile.

● SAINT MALO : GREVE DE LA FAIM

Ce sont cinq travailleurs de la SICCA, Société Industrielle et Commerciale de Construction Navale, qui ont décidé depuis lundi d'entamer une grève de la faim à bord du thonier occupé par le personnel du chantier naval. Cette grève de la faim vise à accélérer l'application du plan de reprise du chantier par les ateliers et chantiers de Havre. Cette reprise est prévue depuis plusieurs mois.

LUTTES OUVRIERES

ZENITH **Non** **aux classifications** **qui divisent**

La Zénith : une petite usine de métallurgie comme il y en a beaucoup à Besançon (Bourgeois, Sifop). Depuis presque deux semaines, les fondeurs (presse et usinage) sont en grève. Nous avons interrogé un délégué CFDT sur cette lutte : «*A la fonderie, il y a trois secteurs et la plupart des travailleurs sont au quartier «aluminium». Au moment des classifications, tous les Français sont classés P1 et tous les immigrés, à l'exception de deux sont classés OS3. Ainsi mercredi, après une réunion avec des délégués de chaque atelier où la direction n'accorde rien, les travailleurs immigrés descendent dans leur atelier, vident les fours et c'est la grève. Pour le patron, demander la même classification pour tous, c'est remettre en cause les classifications elles-mêmes, arme de division aux mains des patrons.*

Pour briser cette grève, la maîtrise tente de faire tourner les machines, mais les cadres trouvent le travail bien pénible ! Les cadres et la direction veulent, en fait, régler leur compte aujourd'hui aux ouvriers combattifs et à la section syndicale CFDT.

Lundi 5 avril, à 6 h 30 du matin. Les grévistes sont devant les deux portes de l'usine.

«*Ce qu'il faudrait, dit un ouvrier, c'est faire débrayer les ateliers, «les travailleurs sont d'accord avec nous», nous dit un délégué, «mais ils ne sont*

pas prêts à lutter car ils ont peur». Le chantage à la crise existe encore.

Elargir la grève, obtenir le soutien actif des autres travailleurs, c'est la question qui se pose ce matin.

A 7 h 30 : Les grévistes se rassemblent devant la porte pour décider des actions à entreprendre. La proposition de Daniel (délégué CFDT) est d'entrer dans la boîte, d'aller voir aux bureaux puis de faire le tour des ateliers pour faire débrayer.

Elle est immédiatement votée par les grévistes. A l'intérieur de la boîte, les ouvriers, solidaires de la grève et voyant le refus du patron à négocier se joignent aux grévistes et vont tous ensemble jusqu'à la fonderie où les cadres travaillent. Malgré leurs menaces, les cadres arrêtent le travail face à la détermination des grévistes. Maintenant, ils occupent l'atelier tant que la discussion ne sera pas engagée.

correspondant Besançon

SNAV (Vénissieux)
Les grévistes des «containers» ont décidé de suspendre leur mouvement. Le travail reprend donc aujourd'hui. Toutefois la lutte se poursuit et il n'est pas question d'abandonner les sept travailleurs qui restent encore licenciés.

RHODIA BELLE ÉTOILE

L'atelier traction en grève

L'atelier Traction (entrée et sortie des wagons) est en grève depuis une semaine. Les ouvriers de l'atelier ont profité de la grève SNCF qui avait provoqué un début d'engorgement pour poser leurs propres revendications. Ils réclament la classification OHQI et l'embauche de deux ouvriers supplémentaires (récemment 2 d'entre eux avaient dû s'arrêter suite à des accidents du travail). Rhône Poulenc a préféré multiplier les pressions par la sécurité sociale, etc... sur les ouvriers accidentés pour les obliger à reprendre le travail plutôt que d'embaucher le personnel nécessaire.

Les ouvriers de l'atelier ont tiré les leçons de leur dernière grève en octobre ou les directions syndicales (CFDT contrôlée par le PS et CGT par le PCF) avaient réussi à casser leur lutte en les isolant

du reste de l'usine. Ils ont pris en main eux-mêmes, dès le début, la popularisation de leur action, notamment par des panneaux à la cantine qui ont reçu un accueil très favorable de la part des autres travailleurs de l'usine, et par un tract rédigé en commun par les grévistes et distribué ensuite par eux-mêmes dans toute l'usine.

La grève de la Traction fait mal à la direction, elle bloque en grande partie l'alimentation de l'usine, tous les trains sont stoppés et plusieurs ateliers commencent à tourner au ralenti. Pour empêcher toute manœuvre des chefs qui essaient depuis plusieurs jours de débloquer des wagons, les grévistes de la Traction occupent leur atelier à tour de rôle pendant le week-end.

Corr. Rhodia Belle Etoile

SACM (Strasbourg)

Répression dans la CFDT contre les militants du PCR(ml). Après avoir écarté les militants du PCR des listes de candidats aux élections de délégués, malgré une pétition signée par 120 syndiqués, puis les avoir écartés de la commission de préparation du congrès régional, les membres du PS continuent leurs attaques. Ils déclarent dans le bulletin syndical : «S'il s'agit,

sous prétexte de démocratie, de permettre à des groupes politiques d'imposer leur idéologie dans le syndicat, nous ne sommes pas d'accord».

Qui veut imposer son point de vue dans la CFDT, sinon le PS, qui pour élargir sa faible audience dans la classe ouvrière, multiplie les manœuvres pour accaparer la direction du syndicat, comme avec ses fameuses «assises sur le socialisme» ?

COMMENT LE PCF SABOTE LE SOUTIEN À LA LUTTE CHEZ COURTINE (AUBERVILLIERS)

Les travailleurs de chez Courtine à Aubervilliers sont en grève contre les licenciements depuis début mars. Ils occupent leur usine.

Sur Aubervilliers, l'Union Locale CFDT a organisé samedi 3 avril la popularisation sur le marché. Initialement, l'action devrait être commune CGT-CFDT.

En effet, c'est la CGT qui anime la lutte chez Courtine et l'UL-CFDT avait décidé de la rencontrer pour organiser un soutien. Un tract CGT de la boîte devait être distribué unitairement CGT-CFDT sur le marché d'Aubervilliers. Or, au moment de réceptionner le texte, qu'est-ce que l'on découvre ? ... Un tract, ni plus ni moins, rédigé et signé par... le PCF ! Aussi, pas question de distribuer cela ! D'autant plus que les travailleurs CGT de l'usine en lutte n'avaient rien su de l'affaire : beaucoup d'entre eux, y compris dans la CGT, n'ont pas apprécié cette nouvelle manipulation révisionniste qui casse le soutien unitaire.

Malgré les manœuvres du PCF, les travailleurs de Courtine continueront leur lutte dans l'unité !

Un lecteur d'Aubervilliers et une syndiquée CFDT de l'UL

ACHERES : Après la grève des cheminots

A propos de la dernière grève des cheminots au dépôt d'Achères (Yvelines), la reprise a été parachutée et imposée par la direction de la CGT, alors que la détermination et l'enthousiasme des travailleurs étaient grands. C'est écoeuré que les travailleurs (en particulier CGT) sont «rentrés dans le rang». Lors d'une AG houleuse, la «démocratie» syndicale de la CGT a pu être appréciée pour ce qu'elle est : démagogique, quand il s'agit de parler dans un but électoraliste de la condition des travailleurs, démocratie vite bafouée quand les aspirations à la lutte des ouvriers pourraient déboucher sur d'autres exigences que les projets des partis «de gauche». Ainsi, alors qu'un cheminot CGT protestait : «Nous n'allons pas reprendre, alors qu'on n'a rien obtenu, alors que certains roulants ont perdu cette grève», le délégué syndical l'interrompt : «Nous, à la CGT, sommes des syndicalistes responsables, ferme ta gueule»...

Chez les cheminots, l'opinion est que, comme en 1974, la direction CGT aux mains du PCF a brisé la lutte, mais la manœuvre de la CFDT paraît moins claire. Certains, reprochent son inaction, d'autres la justifient en prétextant la faible implan-

tation de ce syndicat chez les cheminots (25 % contre 75 % à la CGT) ; d'autres enfin, voient bien, derrière la soumission de la CFDT à la CGT par le biais de l'accord inter-confédéral, ainsi que par sa pratique démobilisatrice (consistant à ne proposer aucune perspective de lutte face aux appels à la reprise de la CGT), la volonté de plier la CFDT aux perspectives de replâtrage du capitalisme des partis bourgeois PS-PCF.

C'est sur cette prise de conscience qu'il faut nous appuyer afin de construire une puissante Opposition Syndicale Révolutionnaire capable d'arracher la direction des syndicats aux partisans de la collaboration des classes, et de renverser les obstacles dressés par «la gauche» qui, dans les moments difficiles, s'empresse de voler au secours du capital.

Correspondant

SOTRACOMET : BATAILLE AUTOUR DU RACHAT DE L'USINE

A la lecture du Républicain Lorrain (quotidien régional), il y a quelque temps, on aurait pu croire que Sotracomet c'était réglé : grâce à la «bonté» de M. Gandois, patron de Sacilor-Sollac, «l'usine allant redémarrer sous peu».

En réalité, il n'en est rien. Il y a eu tout d'abord une société qui s'est constituée sous l'égide de Gandois. Elle proposait de reprendre Sotracomet avec 70 personnes tout de suite et 200 à terme (juillet 77) sur les 424 licenciés. Les travailleurs ont dit non : pour eux, c'est tout le monde qui doit être repris. Puis il y a eu une manœuvre des anciens actionnaires de Sotracomet. Ceux-là mêmes qui ont mis la boîte en faillite, se proposent de la racheter à un prix double de celui offert par Gandois, ils la loueraient alors à d'éventuels industriels intéressés. Ces messieurs ne manquent pas de cynisme ! Dire aux ouvriers : «Nous n'avons plus de sous, nous sommes obligés de fermer la boîte» puis venir la racheter ! La société capitaliste qui engendre de tels scandales montre bien là sa pourriture.

Seul résultat de la manœuvre : les négociations engagées par les travailleurs avec le groupe Gandois sont bloquées. Donc pour eux, 5 mois après le début de l'occupation de l'usine, celles-ci se poursuivent toujours, la lutte continue.

Caron Ozanne : 10^e mois de grève POUR SUIVRE LE SOUTIEN

Les travailleurs de Caron Ozanne en sont à leur 10^e mois de lutte, le numéro 10 de Ouest licenciements est sorti et les grévistes appellent à un large soutien.

Les ouvriers ont décidé à l'unanimité lors de l'AG du 26/2/76 de s'opposer à la sortie de tout matériel, plombs, machines, clichés...

- de s'opposer à la pénétration de toute personne responsable du conflit ou de leurs exécutants à l'intérieur de l'usine.

Les syndicats menacent de faire évacuer l'usine par les forces de l'ordre, une plainte pour vol et abus de confiance a été déposée, et 3 grévistes ont été interrogés par la PJ à ce sujet.

«Pourquoi les responsables de la faillite ne font l'objet d'aucune poursuite ?
- Pourquoi ne demande-t-on pas de comptes à ceux qui nous ont volé nos emplois ?» demandent les ouvriers en grève. Des cartes ont été imprimées à envoyer à d'Ornano et sont disponibles à l'usine.

Ouest licenciements
Pour briser l'isolement imposé par la presse bourgeoise
Prenons en main nos luttes

CARON OZANNE 10^e MOIS DE LUTTE

Les ouvriers de Caron Ozanne luttent depuis le 5 juin pour le maintien de leur emploi. Depuis le 5 juin, nous avons pris de multiples initiatives qui font que dans l'ensemble de notre région notre lutte est bien perçue.

Depuis le 5 juin, nous fonctionnons en démocratie ouvrière, ce qui a permis une participation importante de l'ensemble des grévistes et de maintenir une unité dynamique parmi les ouvriers.

Depuis le 5 juin nous avons fait 9 numéros de Ouest Licenciements. Aujourd'hui, nous avons besoin d'un soutien important pour espérer vaincre.

C'est pourquoi, dans la mesure où nous croyons que vous êtes prêts à nous soutenir, nous vous demandons de faire connaître le mieux possible notre lutte et Ouest Licenciements.

Pour nous les abonnements constituent le meilleur soutien financier.

Les travailleurs de l'imprimerie Caron Ozanne et leurs sections syndicales CGT, CFDT

Et ce qui est important, c'est que les autres travailleurs de la région le sachent. Parce que la presse bourgeoise après avoir annoncé que le règlement du conflit était proche est bien silencieuse maintenant. Plusieurs initiatives ont été prises pour briser ce mur du silence : tout d'abord, une conférence de presse qui a permis aux travailleurs de Sotracomet d'apparaître quelques instants à la télévision (FR 3) et de montrer qu'ils se battaient toujours.

Puis en une nuit, ils ont recouvert les panneaux indicateurs routiers de la région de Metz d'affiches Sotracomet.

Et jeudi dernier, pendant toute la journée, ils ont occupé une passerelle en construction au-dessus de l'autoroute Metz-Longwy, y déployant un certain nombre de banderoles avec dessus les mots d'ordre : «Sotracomet en lutte», «Sotracomet vivra»... Et s'ils ont occupé cette passerelle, c'est qu'elle est aussi un signe de l'anarchie capitaliste : elle doit mener à un supermarché mais personne ne veut plus en assurer le financement.

Dans les jours prochains, d'autres actions pour étendre la popularisation sont prévues.

ETUDIANTS

QUELLES ORIENTATIONS POUR LE MOUVEMENT ?

Des questions en suspens

Voilà une semaine de rentrée décisive pour les luttes étudiantes. A plus d'un titre. Après les pressions de toutes sortes, depuis le chantage à l'invalidation de l'année jusqu'aux déclarations d'apaisement sur la réforme, après quinze jours de vacances et de dispersion, avec l'arrivée des étudiants non grévistes dans les AG, c'est la qualité et la force de la mobilisation des quelques jours à venir qui vont déterminer la poursuite de la lutte. Si ce cap est franchi, la lutte pourra se poursuivre. Mais cette semaine, sera également décisive dans la mesure où les vacances avaient laissé en suspens de nombreuses questions sur l'orientation de la lutte, sur ses objectifs et le débat qui s'est largement développé, notamment au cours de la coordination du 18 mars n'a vraiment rien tranché.

QUELLES SONT CES QUESTIONS ?

L'abrogation de la réforme d'accord, mais pour aboutir à quoi ? Peut-on obtenir le soutien des travailleurs ? La lutte peut-elle se constituer en mouvement permanent, mais avec quelle orientation ?

Les réponses à ces questions, rendues urgentes aujourd'hui, ouvre la porte à un débat de fond sur la nature du mouvement étudiant et sur la nature de sa lutte.

Il serait illusoire de prétendre que ce mouvement est homogène et peut comme un seul homme, répondre à ces questions. Il est vrai que l'unité qui apparaît aujourd'hui ne peut exister que pour autant que certaines ambiguïtés ne sont pas levées. Ainsi, aujourd'hui, l'ensemble des étudiants en lutte revendiquent à juste titre l'abrogation de la réforme Soisson, mais il est clair que les objectifs poursuivis sont contradictoires. Entre l'UE«C» et les UNEF qui réclament un meilleur avenir de cadre et les étudiants révolutionnaires qui remettent en cause le caractère de classe de l'université bourgeoise, dont la réforme Soisson n'est qu'un moment, il y a toute la distance entre réformistes et révolutionnaires.

A quoi sert d'exiger l'abrogation de la réforme Soisson, si c'est pour remettre en place l'université d'avant qui est aussi le ghetto, le dressage idéologique ? Quelle illusion que de vouloir l'unité avec les travailleurs, si c'est pour s'en servir comme marche pied d'une ascension sociale sur leur dos ! Que signifie un mouvement unitaire si une ligne claire n'est pas tracée d'abord entre ceux qui refusent les patrons à la fac, mais aspirent à devenir des fonctionnaires de l'Etat, et les étudiants qui veulent prendre part au combat révolutionnaire pour renverser cette société ?

Ces aspirations positives, à se lier aux travailleurs resteront pures velleités si ces points ne sont pas éclaircis et, rapidement, un sentiment d'impuissance risque d'apparaître y compris, chez les étudiants révolutionnaires. Ce ne sont pas les gadgets organisationnels qui permettent de résoudre ces questions et d'aller

plus loin. Il est nécessaire aujourd'hui de bien mesurer les limites politiques du mouvement étudiant, sinon la lutte, une fois de plus, fera le lit du réformisme, s'essouffera sans lendemain.

Ainsi, il y a deux illusions que les communistes se refusent à entretenir : d'une part, il est illusoire de lutter pour une contre-réforme dans le cadre du système capitaliste, car ce qui commande les filières et les débou-

En premier lieu, ils vi-

sent à briser le ghetto, qui, on le voit, peut se maintenir au sein de la lutte même ; il faut informer largement les étudiants sur les conditions de vie et de travail des travailleurs ; par des réunions, des meetings où sont souvent présents des ouvriers révolutionnaires, ils expliquent comment la bourgeoisie s'oppose aujourd'hui au mouvement d'ensemble et engagent les étudiants à lutter pour libertés démocratiques, enfin comme à Amiens, pour «Georges», ils organisent le soutien aux travailleurs en lutte.

D'autre part, il faut élargir la lutte contre la réforme à la lutte contre toute l'université de la bourgeoisie qui dresse les étudiants contre le peuple pour en faire des larbins à son service. La critique du contenu de l'enseignement, le refus de l'avenir de cadre proposé, il faut les mener, comme à Grenoble, par

des groupes d'enquête auprès des masses populaires. Quel est le rôle des cadres, comment les médécins «réparent» les travailleurs, comment les profs éliminent les enfants du peuple, cela s'apprend sur le terrain, en faisant appel à l'expérience des travailleurs. C'est grâce à ces initiatives que peut se développer un véritable courant, «servir le peuple» où les étudiants peuvent mettre les quelques connaissances qu'ils ont acquises au services des luttes populaires : critique du fonctionnement de l'école capitaliste, dossiers juridiques pour les chômeurs, etc...

Seule cette liaison concrète avec les travailleurs permet de poser en termes clairs, les orientations possibles. Ainsi, avec la construction d'un pôle révolutionnaire, s'ouvre la perspective de la participation des étudiants au mouvement d'ensemble.



chés, la sélection se sera toujours les besoins de la bourgeoisie.

D'autre part, tout en impulsant une orientation révolutionnaire dans le mouvement, ils ne prétendent pas à sa direction. En effet, alors que la bataille n'a pas été largement menée contre les orientations réformistes, cela viendrait à se laisser porter au gré du mouvement spontané, laissé dans la plus grande confusion. Bref, cela reviendrait à une pure et simple gestion de la lutte, à s'interdire dans les faits la construction d'un pôle révolutionnaire, conséquent dans le mouvement.

Que faut-il donc faire aujourd'hui ? Combattre toutes les ambiguïtés propres au mouvement étudiant spontané, pour construire les bases d'une unité nouvelle, fondée sur l'alliance révolutionnaire avec les travailleurs. Les communistes ne se placent pas à côté du mouvement, pour le commenter ; ils participent à la lutte pour l'abrogation de la réforme Soisson dans la mesure où elle renforce la main-mise idéologique de la bourgeoisie sur la jeunesse intellectuelle, mais ils ne s'arrêtent pas à cet unique aspect de l'université bourgeoise.

Ecoles : Faisons le point

Le ministre se trompe s'il croit en avoir fini pour cette année avec la révolte et la lutte des jeunes dans les écoles.

Après les mouvements de la semaine précédant les vacances, après les grèves et les manifestations organisées notamment à l'appel de la Coordination Nationale des Elèves Révolutionnaires, l'action va en effet se poursuivre dans les jours qui viennent : les regroupements d'élèves sont en place, au niveau des villes ou des départements, de nombreuses assemblées générales sont prévues pour cette semaine.

Moins spectaculaires et moins massives que les années passées, les luttes ont cependant gagné dans les dernières semaines en profondeur et en sérieux. Ce n'est plus un vague rejet de l'école ou une contestation abstraite, cent fois rabâchés, qui sont en cause. On ne fait plus grève pour échapper à l'ennui ou à la grisaille des cours. C'est avant tout pour construire quelque chose de neuf, de diffé-

rent, c'est avant tout pour remporter des victoires tangibles, que les élèves se réunissent, débattent en commissions, envisagent l'action. Tout ce qui peut jeter le discrédit sur leur mouvement, est le plus souvent rejeté, isolé, impitoyablement refoulé.

Au centre des discussions, deux problèmes : celui de l'avenir que réserve la société capitaliste à des milliers de jeunes, celui de la liaison avec les travailleurs et surtout avec la classe ouvrière.

Aujourd'hui, ce que les jeunes ressentent confusément de la réforme Haby, c'est qu'elle est un obstacle supplémentaire à la pénétration dans les écoles de toutes les informations qui concernent les conditions de vie du peuple, ses luttes, la répression qui frappe les grèves, le chômage etc... c'est qu'elle renforce la coupure avec la vie, c'est qu'elle entend éduquer les générations à venir en dehors des multiples aspirations qui se font jour partout, à un autre type de société.

Sur ce point d'ailleurs, commence à se tracer une ligne nette de partage entre les révolutionnaires et tous ceux dont la conduite ne vise qu'à une redistribution à leur profit des tâches administratives, pour une autre gestion de la même école.

Dans les collèges et lycées, les militants révolutionnaires ont aujourd'hui deux tâches :

— Faire connaître largement la situation des luttes ouvrières et populaires, expliquer la ligne de conduite que suivent la bourgeoisie et les révisionnistes pour contenir l'offensive ouvrière.

— Construire des luttes dont le contenu et les formes aillent dans le sens des idées justes et de l'expérience accumulée par les travailleurs dans le domaine de la scolarisation par le capitalisme. (Dénonciation des formes concrètes de la sélection sociale et de ses mécanismes, dénonciation de la répression, bataille contre le travail gratuit pour les patrons, contre les classes «nouvelles»...).

LA RENTRÉE À TOLBIAC

LA GRÈVE CONTINUE

Lundi matin, Tolbiac. Les premiers à être présents devant l'université, ce ne sont pas les étudiants, mais les gendarmes mobiles... Un grand car bleu, stationné tout près de l'entrée, des gendarmes patrouillant, le mousqueton à l'épaule. L'accès de la faculté est pourtant libre. L'administration (de «gauche» dans cette faculté) ne tient pas à ce que ses vigiles soient ridiculisés comme ils l'avaient été avant les congés ! En attendant l'assemblée générale, prévue pour midi, les étudiants discutent. Des vacances, pour un certain nombre d'entre eux, des dernières déclarations de Saunier Séité, la secrétaire d'Etat aux universités, et surtout, de la grève : va-t-elle reprendre, et pour quoi ?

Tolbiac était, avant les congés scolaires, une des facultés parisiennes «en pointe», ce qui voulait dire une grève des cours complète, une participation importante aux manifestations, et aussi, bien que ce soit limité, des prises de contact avec des travailleurs du quartier. Mais à Tolbiac, comme dans la plupart des facultés, les congés n'ont pas contribué à éclaircir les nombreuses questions restées en suspens quinze jours auparavant : la liaison avec les travailleurs, tout le monde en parle, mais quelle liaison faut-il, et pourquoi ? Abroger la réforme Soisson, bien sûr, mais pour quoi faut-il se battre ?

L'amphi où se tient l'assemblée générale est com-

ble. Certains, partisans de la reprise des cours demandent un vote immédiat sur la grève. Le Comité de Grève a un peu de peine à obtenir d'abord une discussion sur le mouvement lui-même. Discussion confuse, faisant la part belle aux «ténors», et où l'argument en faveur de la grève le plus souvent donné est : «Nous n'avons quand même pas fait grève trois semaines pour rien. Le pouvoir prétendait que la grève n'était qu'un feu de paille, qui serait éteint par les vacances. Il faut le démentir en poursuivant...».

Certains étudiants tentent de faire éclater le débat, en particulier à propos de ces examens dont la proximité est présente dans plus d'une tête : «Nous savons bien que beaucoup d'étudiants ont peur de ne pas avoir leurs examens. Au lieu de le cacher, on ferait mieux de réfléchir sur leur rôle, et ça nous permettrait aussi de ne pas limiter le mouvement à la lutte contre la réforme du 2^e cycle... On en arrive finalement au vote, qui donne une très large majorité pour la poursuite de la grève, reconductible tous les deux jours. La grève continuera donc. Mais à la sortie de l'assemblée générale, on sent que beaucoup d'étudiants restent dans le flou : «avant les vacances, nous avons vu qu'il fallait approfondir les questions politiques, qu'il fallait reprendre les initiatives prises de manifestation devant l'ANPE avec le comité de chômeurs. Il ne faudrait pas l'oublier aujourd'hui».

INTERNATIONAL

Chine la lutte de classe s'aiguise

suite de la page 1

des bases solides, pour avancer dans l'édification économique, tel est le mot d'ordre central, formulé par Mao tsé Toung et le Parti Communiste Chinois, pour la lutte en cours.

Voilà dix ans, se déclenchait en Chine la Révolution Culturelle. Elle a permis de grands bouleversements ; essentiellement, elle a consisté dans l'extension du pouvoir de la classe ouvrière dans toute une série de domaines de la société, dans la production, dans l'enseignement, dans l'administration, dans la littérature et l'art.

Ces derniers temps, certains éléments ont tenté de remettre en cause les acquis de la Révolution Culturelle. Ils se sont attaqués en particulier à l'université, prétendant y restaurer l'ancien fonctionnement capable de former des experts, mais non des révolutionnaires. Plus généralement, ils ont prétendu que l'essentiel était de produire, peu importe pour qui, peu importe qui maîtrise la production.

C'est contre cette tentative que le président Mao tsé Toung, le Parti Communiste Chinois, et les masses populaires, se sont élevés. Dans un article du Renmin Ribao, on pouvait voir récemment rappelé le point de vue de Lénine : «L'opportunisme n'étend pas la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à ce qui est précisément l'essentiel, jusqu'à la période de transition du capitalisme au communisme jusqu'à la période de renversement et de suppression complète de la bourgeoisie» (c'est-à-dire la période du socialisme). C'est sur cette base que le peuple chinois mène actuellement son combat.

APRÈS LE DÉPART DE SIHANOUK

«Je suis fier d'avoir pu accompagner mon peuple»

Hier, on apprenait que le prince Norodom Sihanouk avait démissionné de son poste de chef de l'Etat du Cambodge, conformément à ce qu'il avait annoncé avant même la libération. Comme le montrent les extraits des déclarations de Sihanouk et du gouvernement cambodgien, c'est dans l'accord complet entre Sihanouk et son peuple, pour l'œuvre réalisée depuis le 18 mars 1970 que cette décision a été prise.

DÉCLARATION DE SAMDECH NORODOM SIHANOUK

En ce qui me concerne, je suis extrêmement fier et heureux d'avoir pu, depuis Mars 1970, accompagner le peuple du Kampuchea bien aimé dans ce prestigieux et historique voyage qui aboutit, aujourd'hui, à l'entrée du Kampuchea dans une nouvelle ère où le peuple sera désormais le vrai et le seul maître de ses destinées et des destinées de la nation et de la patrie, une nouvelle ère qui sera sans aucun doute la plus radieuse et la plus glorieuse de notre histoire nationale bimillénaire.

Quand le 18 mars 1970, le coup d'Etat de Lon Nol et de sa bande eut lieu à Phnom Penh, je m'étais juré et j'avais juré au peuple du Kampuchea que lorsque j'aurais réussi à l'accompagner jusqu'à la rive de la victoire totale sur l'impérialisme US et les traîtres, et aussi jusqu'au seuil de la nouvelle ère révolutionnaire, je me retirerais complètement et définitivement de la scène politique, car mon rôle en toute logique devrait se terminer à ce moment là (...).

Tous mes vœux les plus chers se sont réalisés. Mieux que cela encore, notre Kampuchea, grâce à ses héros et héroïnes révolutionnaires, a réalisé des exploits qui s'inscrivent parmi les plus grands de l'histoire de l'humanité (...).

Je resterai éternellement reconnaissant envers le peuple du Kampuchea, ses héros et héroïnes et son Angkor

Révolutionnaire qui m'ont lavé de toute cette boue et m'ont complètement réhabilité aux yeux du monde et de l'histoire.

C'est dans ces sentiments que, certain de la compréhension fraternelle à mon

égard de notre peuple et de notre Angkor révolutionnaire, je leur demande d'avoir la bonté de me permettre de prendre à partir d'aujourd'hui ma retraite, tout en leur donnant l'assurance que je resterai toujours, en tous lieux et en toutes circonstances, un fervent supporter du peuple du Kampuchea, de la révolution, de l'Assemblée du Peuple, du Gouvernement, du Présidium de l'Etat, du Angkor Révolutionnaire et de l'Armée Révolutionnaire mohaschar du Kampuchea Démocratique.

Le 2 avril 76
Traduction non officielle



DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT DU KAMPUCHEA DÉMOCRATIQUE

Le Conseil des Ministres estime que Samdech Norodom Sihanouk est un prince éminemment patriote qui a pris une part active à la lutte de libération nationale contre la guerre d'agression extrêmement barbare des impérialistes américains et de leurs valets (...).

— En reconnaissance des services rendus à la nation du Kampuchea par Samdech Norodom Sihanouk (...), le Conseil des Ministres est unanime pour proposer de conférer à Samdech Norodom Sihanouk le titre de grande

personnalité patriote. En même temps, le Conseil des Ministres propose l'érection d'un monument en hommage aux services rendus par Samdech Norodom Sihanouk.

— Le Gouvernement du Kampuchea Démocratique assurera entièrement les moyens d'existence de Samdech et de sa famille dignes de son titre d'ancien Chef de l'Etat et ancien Président du Front Uni National du Kampuchea.

Phnom Penh, le 4 avril 76
Traduction non officielle

LIBAN :

LA DROITE REFUSE DE SIÉGER AU PARLEMENT

Hier, le parlement libanais devait se réunir pour changer l'article 73 de la constitution, pour permettre l'élection d'un nouveau président.

Le parlement n'a pas pu se réunir. D'un côté, quelques batailles ont eu lieu à Beyrouth, ce qui rendait difficile pour les députés de se rendre au siège du parlement, au centre-ville de Beyrouth. Mais surtout, les députés d'extrême droite ont refusé de se diriger vers le parlement, gardé par l'ALP, le CLAP et les forces militaires du général Ahdab.

Alors que la crise semblait se dénouer, de nouveaux éléments sont apparus pour entretenir la tension : un

conflit oppose actuellement le général Ahdab et le Haut Commandement militaire de Hanna Saïd, qui, d'après Ahdab, aide les forces de droite. Cette nouvelle situation peut avoir encouragé les forces de droite à quitter les démarches politiques de la trêve. Le président Frangié a déclaré qu'il refusait de démissionner avant que le nom de son successeur ne soit connu. Il s'agit là d'une pression de ces forces pour qu'un président favorable à elles soit nommé. D'un autre côté, si les députés de droite refusent de siéger au parlement, c'est pour retarder l'élection d'un nouveau président et pour maintenir la situation actuelle.

en bref... en bref...

● ITALIE :

Une manifestation de plus de vingt mille personnes s'est tenue dimanche à Rome contre la loi sur l'avortement que les démocrates chrétiens ont réduite aux seuls cas cliniques avec l'appui des voix du MSI (fasciste)

AFRIQUE DU SUD

Le gouvernement de Pretoria a doublé son budget militaire par rapport à 1974. Il s'agit en même temps d'une menace contre le peuple africain du pays et contre les pays voisins : les racistes accusés s'engagent.

SAHARA

Le Maroc et la Mauritanie refusent de recevoir l'envoyé spécial des Nations Unies, Rydbeck, sous prétexte qu'il a rencontré à Tindouf, les authentiques représentants du peuple sahraoui.

RHODESIE

Seretse Kama, président du Botswana, a affirmé que son pays était prêt, comme le Mozambique et la Zambie, à fermer ses frontières avec le régime raciste de Salisbury. Il ne resterait plus à la Rhodesie que le passage par l'Afrique du Sud, très vulnérable aux attaques des combattants de libération.

● THAILANDE :

Le premier ministre a été battu aux élections qui se sont déroulées samedi en Thaïlande. C'est son frère, qui dirige un autre parti, qui devrait devenir premier ministre. Au cours de la campagne électorale, 31 personnes, membres la plupart du temps de la gauche ont été tuées. C'est une coalition de la droite et des militaires qui s'opposent au départ des troupes américaines qui a battu le premier ministre.

SADATE :

A l'occasion de sa deuxième visite à l'Élysée, le président égyptien a proposé à Giscard d'organiser une deuxième mission française au Liban, après l'échec rencontré par Couve de Murville. Giscard va-t-il encore essayer d'utiliser les contradictions qui opposent entre eux les pays arabes, et particulièrement, la Syrie et l'Égypte ?

FINLANDE

L'alimentation, les dockers et les marins sont toujours en grève, et des arrêts de travail se poursuivent dans le bâtiment, alors que le gouvernement «de gauche» vient d'adopter un plan d'austérité.

DJIBOUTI

De retour d'une tournée en Égypte, en Éthiopie, en Somalie et en Ouganda, Jean-François Poncet, diplomate français, a fait une déclaration sur la question de Djibouti. Il en ressort que la France tente de s'appuyer sur l'Organisation de l'Unité Africaine et sur la Ligue Arabe pour maintenir sa base militaire à Djibouti.

● OPEP :

Les derniers pays de l'OPEP à n'avoir pas nationalisé leur production de pétrole se réunissent à Caracas actuellement pour étudier une politique commune de nationalisation. Par ailleurs, les pays de l'OPEP sont en train d'étudier la possibilité de fixer un prix commun pour le gaz naturel.

GRANDE BRETAGNE :
UNE ELECTION
SANS SUSPENS

Comme prévu, Callaghan couche se soir à Downing Street. Il a été élu chef du Parti Travailleur, et, en conséquence, nommé Premier Ministre par la Reine, un quart d'heure plus tard.

● Algérie-France : un accord de livraison de gaz algérien a été signé avec Gaz De France. A raison de 3,5 milliards de mètres cubes par an, cet accord correspond aux engagements de la France dans les accords entre Europe et Algérie, qui n'ont pas abouti.

RFA : Schmidt en échec dans le Bade Wurtemberg

Les élections dans le Bade Wurtemberg, une province de 6 millions d'habitants, se sont traduites par une progression importante du parti chrétien démocrate au détriment du parti social démocrate et du parti libéral, la coalition au pouvoir.

C'est la dixième fois, sur onze élections partielles qui se déroulent depuis la venue au pouvoir du parti social démocrate, que les chrétiens démocrates (CDU) obtiennent des gains importants. Les élections générales du 3 octobre prochain peuvent faire perdre la majorité du parti de Helmut Schmidt.

L'un des principaux points de désaccord porte sur la politique à l'Est du gouvernement Schmidt. Le mois

dernier, les élections en Basse Saxe avaient été accompagnées d'une violente campagne des chrétiens démocrates à propos des accords avec la Pologne qui venaient d'être signés : la CDU exigeait que des concessions plus importantes de la Pologne soient obtenues.

Le système policier mis en place par la social-démocratie en Allemagne de l'Ouest n'est pas ce qui oppose les deux partis. C'est sans doute pourquoi, après avoir imposé «l'ordre» dans le pays, le parti social démocrate, par la voix d'Helmut Schmidt prévoit l'éventualité d'une coalition entre les deux partis dans l'hypothèse où la majorité électorale reviendrait au parti chrétien démocrate.

INTERNATIONAL

Trois jours de luttes en Catalogne

LE REPRÉSENTANT DE L'ASSEMBLÉE DE CATALOGNE PARLE

Hier, après la journée de manifestations de dimanche, c'était la grève en Catalogne. Ces actions ont été organisées par l'Assemblée de Catalogne qui, en plus des partistes tels que le PSUC (le parti révisionniste en Catalogne) et divers partis socialistes, les syndicats, des groupes révolutionnaires, comprend également des organisations de base regroupant les secteurs les plus divers de la population. Nous avons posé quelques questions à Francesc Vila Abadal, responsable des relations extérieures de l'Assemblée.

QdP : quelle différence existe-t-il entre l'Assemblée de Catalogne et un simple cartel d'organisations ?

FVA : C'est un pacte qui est toujours ouvert tant à des personnes qu'à des groupes. Les cartels demandent des conversations préalables, un

la voient avec sympathie. C'est tout une nouvelle pédagogie de la pratique démocratique, beaucoup plus directe.

Un exemple qui montre bien la représentativité de l'Assemblée : la semaine dernière, la municipalité de Tarragone (capitale provin-

ces jours-ci. Pourquoi cette importance donnée à la question municipale ?

FVA : D'abord les premières élections organisées par le gouvernement Fraga seront des élections municipales et il s'agit de répondre. Ensuite, il y a le rappel historique : c'est à la suite d'élections municipales que la république a été proclamée. Enfin, parce que la politique municipale est celle que le citoyen voit le mieux. C'est une manifestation très directe du manque de démocratie ne serait-ce que parce que le maire n'est pas élu, mais nommé par Madrid. La nouvelle loi prévoit qu'ils seront élus par les



pacte de parti est toujours exclusif alors que l'Assemblée est fondamentalement intégratrice. Elle admet quiconque adhère aux quatre points de son programme. Toutes les décisions sont prises à l'unanimité. L'Assemblée à un programme large en même temps qu'un esprit ouvert qui fait que les gens y adhèrent facilement,

ciale) a décidé son adhésion. C'est là un fait curieux que je ne comprends pas et qui ne durera sans doute pas mais qui est la reconnaissance d'une sorte de double légitimité en Catalogne.

QdP : les municipalités, c'est un des thèmes de mobilisation des manifestations de

conseils municipaux sauf à Barcelone et à Madrid. Mais les conseils eux-mêmes ne sont pas élus au suffrage universel.

QdP : La plupart des forces d'opposition espagnoles sont maintenant regroupées au sein d'un organisme unique : la coordination démocratique. Qu'en penses-tu ?

LES 4 POINTS

- 1 - L'Amnistie générale de toutes les personnes détenues ou en exil pour raison politique.
- 2 - L'exercice des libertés démocratiques fondamentales : liberté de réunion, d'expression, d'association - y compris la liberté syndicale -, de manifestation et le droit de grève, qui assurent l'accès effectif du peuple au pouvoir économique et politique.
- 3 - Le rétablissement provisoire en Catalogne des institutions et des principes prévus par le Statut de 1932 comme expression concrète des libertés pré-citées, et comme voie pour parvenir au plein exercice du droit d'autodétermination.
- 4 - La coordination de l'action de tous les peuples péninsulaires dans la lutte démocratique.

La «Généralité» de Catalogne était l'Etat catalan autonome créé dans les quatre provinces catalanes du Principat lors de la 2^e République. Ce statut était le résultat d'un compromis conclu en 1932 entre les dirigeants républicains espagnols et les partis catalans qui avaient d'abord proclamé «la République Catalane, Etat intégrant de la fédération ibérique».

Le rétablissement de ce statut est revendiqué par l'Assemblée «comme voie pour parvenir au plein exercice du droit d'auto-détermination».

nous souhaitons. De plus, pour nous, Catalans, il est plus intéressant de devoir s'entendre avec une seule plate forme qu'avec deux. Simplement, il ne faudrait pas que cette coordination prétende représenter l'ensemble des forces politiques de tout l'Etat espagnol alors qu'elle tient peu compte des assemblées propres aux nations minoritaires. De toutes manières, j'ai l'espoir que ce problème se résoudra.

L'assemblée de Catalogne est la seule représentative de l'opposition démocratique en Catalogne et elle ne peut y renoncer. De plus, c'est la plus ancienne, la plus large, celle qui certainement à le plus de force. Ceci dit, nous avons un grand désir d'ouvrir des relations et sommes ouverts à tous les pactes unitaires. Non seulement à la coordination démocratique

mais aussi, en premier lieu, avec les organismes du Pays Valencien, des Baléares et des autres nations minoritaires. La rupture démocratique n'est d'ailleurs possible qu'au prix d'un tel effort unitaire par ce que d'abord nous avons un ennemi commun et ensuite parce que nous avons de nombreuses années d'histoire commune qu'on ne peut pas effacer.

FINLANDE

La grève des ouvriers du secteur alimentaire se poursuit. Les dockers sont également en grève, ainsi que la marine marchande. Cinquante navires sont actuellement en souffrance dans les ports.

ARGENTINE :

Les correspondances particulières de l'Humanité !

«Le Parti Communiste d'Argentine ne partage pas tous les points de vue du nouveau pouvoir, il ne saurait cependant être en désaccord avec ces vues car ELLES COINCIDENT AVEC SON PROGRAMME qui propose le développement de l'indépendance économique, la sécurité, la souveraineté et la justice sociale» écrit le correspondant particulier de l'Humanité en Argentine en rapportant l'analyse faite par le P(C)A sur le coup d'Etat fasciste. Et la correspondance de se conclure par l'appel du Comité Central à la junte pour «un gouvernement civico-militaire de large coalition».

Indépendance économique ? La junte fait appel aux capitaux étrangers. Justice sociale ? Sécurité ? La junte poursuit les opérations militaires dans les campagnes et les banlieues ouvrières. Son seul acte original par rapport aux autres fascistes d'Amérique Latine est de n'avoir pas interdit le parti révisionniste. On comprend pourquoi quand on voit celui-ci demander sa part dans l'exercice du pouvoir fasciste !

CINEMA

FESTIVAL DE ROYAN

UN PANORAMA DU CINEMA REVOLUTIONNAIRE D'ASIE

Le troisième Festival International d'Art contemporain qui s'est tenu à Royan du 28 mars au 3 avril présentait un panorama intéressant du cinéma du Sud-Est Asiatique et de la Chine. C'était l'occasion de faire connaître, en France, une production cinématographique volontairement ignorée par les dis-

tributeurs (qui préfèrent diffuser les navets réactionnaires fabriqués en série à Hong-Kong) : celle de pays récemment libérés du joug de l'impérialisme U.S. (Cambodge, Vietnam, Laos...), ou engagés dans la lutte pour l'édification du socialisme, et qui concerne un tiers de l'humanité.

tire les leçons de la Révolution Lao. «Le ciel et la terre» celles de la guerre de la République Démocratique du Nord Vietnam contre l'agression américaine. Cinéaste militant, J. Ivens est un exemple d'artiste au service des luttes du monde.

UN CINEMA A L'ECOUTE DES LUTTES DES PEUPLES D'ASIE

La variété des films présentés traçait un portrait vivant et très riche des luttes menées dans cette région du monde. Une part importante des films était consacrée à la lutte des peuples indochinois contre l'impérialisme américain : court-métrages cambodgiens ou vietnamiens montrant tel ou

tel aspect de la lutte, retraçant le portrait de héros comme Nguyen Van Troi ; long-métrages tournés dans des conditions parfois très difficiles, comme «Le 17° parallèle» qui retrace la vie dans un village du Sud-Vietnam, dont la guerre a retardé plusieurs fois la mise en chantier ; témoignages de journalistes progressistes occidentaux (R. Pic, G. Guillaume) ou même de vétérans américains racontant les atrocités de la guerre et leur prise de conscience du rôle qu'ils jouaient (Winter Soldier).

«COMPTER SUR SES PROPRES FORCES»

Reflète des luttes, le festival a également montré la vitalité des cinémas des

pays de cette région, qui, jadis, entièrement sous la coupe des impérialismes étrangers, sont parvenus à s'en libérer entièrement et à développer une production nationale d'un bon niveau technique et d'une haute qualité artistique. Le cas du cinéma vietnamien est exemplaire. En 1910, le cinéma fait son apparition en Indochine, par l'intermédiaire de deux sociétés coloniales françaises, qui introduisent des films en provenance des métropoles impérialistes ou de Hong-Kong - films qui diffusent largement l'idéologie réactionnaire de la bourgeoisie impérialiste. L'administration coloniale interdit d'ailleurs toute production susceptible d'éveiller le sentiment national.

C'est à la fin de la Seconde Guerre mondiale que naît véritablement le cinéma vietnamien : équipe mobile de propagande, court-métrages d'actualité montrant les premières images de la Révolution, etc... Dans les conditions matérielles parfois très difficiles, se développe un cinéma de résistance, avec l'aide de cinéastes chinois. A partir de 1955 se développent les premiers studios de prise de vue et d'enregistrement. Appliquant le principe «compter sur ses propres forces», du Nord au Sud, le Vietnam produit aujourd'hui une cinquantaine de films à scénario par an.

(à suivre)

J.P. BOULOGNE

UN HOMMAGE A JORIS IVENS

Une partie importante du Festival était consacrée à l'œuvre de J. Ivens, un des auteurs de «Comment Yukong déplaça les montagnes». Les films de cet auteur sont en effet indissociables de la lutte des peuples dans cette partie du monde ; après avoir été l'un des premiers cinéastes à faire connaître la Ré-

volution Chinoise («Les 400 millions», 1938), Ivens a réalisé «Indonésias Callings», en 1948 où il retrace une grève de 18 mois des dockers australiens, pour empêcher l'acheminement d'armes hollandaises en Indonésie et aider la jeune République d'Indonésie à s'organiser. «Le Peuple et ses Fusils» (1969)

Réforme de l'entreprise

RÉFORMES A LA CHAÎNE

Richard FEUILLET

(3) L'ÉLARGISSEMENT DES TÂCHES OU LA FAILLITE DU TAYLORISME

Depuis un siècle, le capitalisme a développé sur une grande échelle et dans tous ses raffinements possibles ce qu'il est convenu d'appeler «l'organisation scientifique du travail». Cette organisation du travail a permis à la bourgeoisie d'élever la productivité à un niveau très important et d'accroître considérablement ses profits. Aujourd'hui même, le gouvernement, dans sa tentative de faire payer sa crise aux travailleurs, s'il développe d'un côté le chômage et le chômage partiel, intensifie parallèlement le travail sur la chaîne, augmente démesurément

taylorisme : sur la chaîne de travail, la fabrication d'un produit quelconque est décomposée en une multitude de tâches parcelaires, simples répétées des milliers de fois dans la journée. Un tel principe a certes permis aux capitalistes d'augmenter considérablement les cadences, suivant le principe : «plus une tâche est simple à exécuter, plus il est possible de la faire rapidement».

Mais le patronat, dans sa soif de profit, a constaté que la monotonie découlant des gestes ultra simplifiés, courts et répétitifs sur la chaîne, accumule chez l'ouvrier une

fatigue importante qui, à un moment de la journée, entraîne une baisse du rythme de travail. Sur une journée de 8 heures, pendant les 5 premières heures de travail, les ouvriers produisent à un certain rythme, mais, leur énergie décroît à partir de la 6^e heure, leur rythme de travail en même temps. Cela ne fait pas l'affaire des patrons !

2) Le deuxième principe du taylorisme est la généralisation du salaire au rendement : le patron donne au travailleur un salaire de base faible, ce qui fait que l'amélioration de celui-ci ne peut être envisagée que par un accroissement important du volume de production effectuée, donc de la productivité. Là encore, les patrons ont vu qu'il y avait un hic. Car un travail fait à haut rendement, entraîne nécessairement une baisse de la qualité, du produit fini, du moins au début des nouvelles fabrications, des «loupés» apparaissent. Les patrons doivent alors instituer un contrôle renforcé, autant de petits chefs qu'il faut payer. Or, ils préfèrent investir avec les bénéfiques, dans des tâches plus productives !

3) Le troisième principe du taylorisme est la division entre la conception et l'exécution du travail. Le travail inintéressant, fatigant, en-



Quand les cadences, la fatigue...

traîne une hausse de l'absentéisme. En France, son taux s'élève entre 7 et 8 %. Là encore les patrons ne sont

pas d'accord !

la bourgeoisie.

4) Face à ce travail parcellaire, épuisant, face à ces cadences élevées imposées par le capitalisme, la classe ouvrière a engagé les luttes, comme à Renault le Mans en 1971, comme dans de multiples usines où aujourd'hui, les travailleurs multiplient les grèves pour de meilleures conditions de travail, pour refuser de faire les frais des restructurations, de la crise de

Pour la bourgeoisie, deux choses sont donc nécessaires aujourd'hui : enrayer les luttes qui de plus en plus portent sur les conditions de travail, trouver de nouveaux moyens plus efficaces pour maintenir son profit. C'est le moment qu'elle choisit pour sortir les «solutions» du rapport Sudreau, plus précisément la partie qui concerne «l'élargissement des tâches».

QUELQUES DÉCLARATIONS DE TAYLOR...

«La caractéristique de l'ouvrier idéal est d'avoir l'esprit si lourd et si obtus qu'il ressemble intellectuellement à un bœuf».

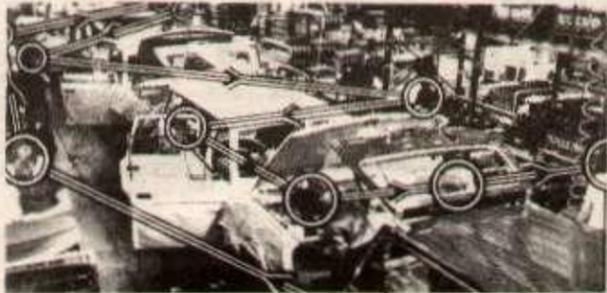
«La direction des ouvriers consiste essentiellement dans l'application de trois idées élémentaires : tenir devant eux une prune pour les faire grimper ; faire claquer le fouet au-dessus d'eux avec à l'occasion une touche de la mèche ; travailler épaule contre épaule avec eux, en les instruisant, les guidant, les aidant».

ment la productivité. Mais voilà que depuis quelques années, des sociologues bien pensants et des théoriciens de toute sorte tels Friedman aux Etats-Unis, ou Marc Ribet, en France, en viennent à remettre en cause le Taylorisme, voilà que des patrons en viennent à se demander si la façon dont est organisé le travail depuis un siècle dans les bagnes capitalistes, est le moyen le plus rationnel d'accumuler les profits. «L'organisation scientifique du travail» est remise en cause. Le patronat se rend compte que le Taylorisme n'est «scientifique» que jusqu'à un certain point.

fatigue importante qui, à un moment de la journée, entraîne une baisse du rythme de travail. Sur une journée de 8

...ET DE SUDREAU

«On constate la permanence d'un système d'organisation du travail que l'émergence des besoins et des aspirations nouvelles des travailleurs... rendent souvent inadapté au point de vue à l'objectif d'efficacité qu'il vise».



... sont élargies

7,5 KMS À PIED ÇA USE

En mai 71, les OS de Renault le Mans partent en lutte. Dreyfus, le directeur de la Régie à l'époque déclare : «Les réformes que prépare l'entreprise rendent incompréhensible le mouvement des OS». Pendant l'hiver 71-72, la réforme voit le jour. Il est question de guérir le «mal profond des OS». Il s'agit soi-disant de supprimer la monotonie. Les travailleurs d'un atelier bénéficient alors de la nouvelle expérience : ils cessent alors de répéter toute la journée le même geste. Chaque travailleur fait le montage complet d'un train arrière de voiture. Ce n'est plus le tapis qui défile devant l'ouvrier, c'est l'ouvrier qui suit le tapis. Le travailleur, ne se contente pas de faire toujours la même production. En plus, il marche et fait 7,5 kms par jour !

L'ÉLARGISSEMENT DES TÂCHES

En quoi consiste donc cette réforme «révolutionnaire» ? Sur la chaîne traditionnelle, chaque travailleur effectue une seule tâche bien précise.

Avec l'élargissement des tâches, chaque travailleur ne se contente plus d'effectuer une seule opération, il en effectue 1, 2, 3. D'après les idéologues de la bourgeoisie, un tel système doit progressivement marquer un grand pas dans l'amélioration des conditions de travail, car «le travail devient diversifié, moins monotone».

«Cela doit être une action prioritaire» dit le rapport Sudreau. «Au travail parcellaire, doit être substitué, chaque fois que cela est possible, un processus plus complexe d'activités».

Voilà donc la réalité en ce qui concerne la prétendue amélioration des conditions de travail. Mais comme nous le verrons demain, cette nouvelle méthode d'organisation du travail a aussi ses limites. Une autre réforme intervient : la direction par objectif (DPO).

LES LIMITES DU TAYLORISME

Examinons les choses. 1) Le premier principe du

Quelques exemples

A Brandt-Lyon

Chez Brandt, à Lyon, à «l'habillage» des machines à laver, les travailleuses aussi connaissent «l'élargissement». Comment cela se passe-t-il ? Sur la chaîne, l'habillage défile sur un tapis et chaque ouvrière monte une ou plusieurs pièces. Au «balancelle», ainsi appelé, parce que les balancelles sont suspendues à des rails, chaque ouvrière passe de poste en poste et accomplit plusieurs opérations. Cela réduit-il la fatigue, diminue-t-il les cadences de travail ? Laissons parler un travailleur de l'usine : «Chaque ouvrière a deux ou trois opérations à effectuer sur des machines à laver groupées pour l'occasion. Les ouvrières suivent la chaîne. Une fois leurs opérations terminées, elles reviennent en arrière pour reprendre deux nouvelles machines... le soir elles sont exténuées. Un jour, ce sont trois machines qui les attendent ; elles se sont mises en grève».

A la Sescosem, (filiale du trust Thomson CSF), les ouvrières fabriquent des circuits imprimés entrant dans la composition des transistors, des télévisions (celles du métro), des radars, des têtes de fusées pour l'armée. Une fois franchi l'atelier «circuits imprimés», on est en plein dans un monde nouveau, celui de l'élargissement. Une ouvrière qui y travaille nous en parle :

«Sur les circuits imprimés, tu as différentes tâches à faire. Avant, chaque fille ne faisait qu'une opération, mais maintenant, c'est différent, tu dois faire toutes les opérations du début à la fin. Ce qui se passe au départ ? Chaque fille prend un lot de 24 plaquettes de circuits

A la SESCOSEM

imprimés et fait le lot du début à la fin. Concrètement, tu contrôles le circuit, tu le nettoies, etc. Avant, tu ne faisais qu'une de ces tâches. Quotidien du Peuple : La bourgeoisie dit que l'élargissement des tâches permet à l'ouvrier de faire un travail plus intéressant, moins parcellaire. Qu'en est-il ?

«Il faut voir pourquoi les patrons commencent à faire ça. Avant les filles positionnaient toute la journée. «Positionner» cela veut dire, que toute la journée, les filles mettaient un cache sur une plaquette pour faire une photo. A la fin de la journée, à force de répéter toujours la même chose, les filles n'y voyaient plus rien. Les yeux

étaient trop fatigués, ils en prenaient un sacré coup. Mais ce qui gênait le patron, ce n'était pas tant nos pauvres yeux esquinés, c'est que la qualité du travail s'en ressentait vraiment. Bien sûr, nous faisons du rendement, mais il y avait 50 % de la production à refaire à chaque fois. C'était une perte pour le patron».

QdP : Mais est-ce que le travail est plus intéressant ?

«C'est un peu moins monotone, mais les cadences, elles ont augmenté. Car ce qu'il faut comprendre, c'est ça : avant la mise en place de ce système, c'était les chefs qui mettaient les machines en route. En attendant, et on attendait un moment parfois,

on ne faisait rien. Maintenant c'est différent, on connaît les méthodes, la machine. Il faut démarrer nous-mêmes. Il n'y a plus de temps morts. Encore du bénéfice pour le patron !

Mais il y a un autre avantage pour les patrons : avant, quand il y avait un défaut sur une machine, ils mettaient un type à côté de toi pendant un mois pour trouver le défaut en question... Bien sûr, il ne le trouvait pas. Tandis que maintenant, toi-même tu connais tous les postes, tu bosses continuellement, tu es donc sensé trouver les défauts tout de suite ! Cela fait gagner du temps et du fric au patron. Mais là-dessus, cela ne marche pas !».



POUR UN 1^{er} MAI REVOLUTIONNAIRE

La classe ouvrière s'est battue pour faire du 1er mai, le jour où dans le monde entier, elle affirme sa solidarité, l'unité de son combat, le jour où elle passe en revue ses forces, où elle marque ses acquis et ses victoires sur la voie de la révolution prolétarienne et dans la construction du socialisme, sa confiance dans l'avenir, dans le communisme.

Cette année, dans notre pays, la bourgeoisie s'est efforcée de continuer à faire peser sur la classe ouvrière le poids de la crise : chômage massif, frappant les jeunes en premier lieu, organisation du chômage partiel, intransigence pour imposer la baisse du salaire réel, l'accélération des cadences. Mais le chantage, les luttes encore dispersées ont montré qu'il était de plus en plus rejeté. Face à la politique de crise, ce qui grandit, c'est la conscience qu'il faut préparer un mouvement d'ensemble, seul capable de faire plier la bourgeoisie, de faire aboutir nos revendications.

A Orléans, à la SNCF, et aujourd'hui à Peugeot Mandeure, à Bourgogne Electronique, et dans de nombreuses autres usines, les travailleurs montrent la voie de la lutte résolue.

Ce 1^{er} Mai, unissons-nous pour exiger nos revendications :

- NON AU CHÔMAGE, PAS UN SEUL LICENCIEMENT !
- PAIEMENT INTEGRAL DES HEURES CHÔMÉES !
- INDEMNITES DE CHÔMAGE POUR TOUS LES JEUNES SANS EMPLOI !
- 300 F TOUT DE SUITE, 2000 F MINIMUM !
- BAISSSE DES CADENCES !

- A LA BOURGEOISIE DE PAYER SA CRISE !
- CONTRE LE CHÔMAGE, CONTRE LA VIE CHERE
- OFFENSIVE OUVRIERE !
- UNITE POPULAIRE !

Le gouvernement Giscard avait commencé par des promesses de réformes : la société libérale avancée, la qualité de la vie et la priorité au travail manuel. Qui peut encore y croire ? A présent, il manifeste toute sa faiblesse et se montre à visage découvert : pour prévenir l'offensive ouvrière, il répond systématiquement par la répression. Licenciements, mises à pied, CRS et commandos de cadres contre les grévistes, opérations Chirac contre les syndicats sous prétexte de complot contre l'armée, deux manifestants paysans tués, le midi viticole quadrillé en permanence.

Giscard rêve d'instaurer, en France, un régime à mi-chemin du franquisme de son ami Juan Carlos, et de la social-démocratie, à relents nazis, de son modèle Helmut Schmidt.

Faisons de ce 1^{er} Mai, une vaste mobilisation contre la répression.

- HALTE AUX ATTEINTES CONTRE LES LIBERTES DEMOCRATIQUES
- DEFENDONS NOS DROITS, DEVELOPPONS NOS LUTTES
- OUVRIERS, PAYSANS, SOLIDARITE, TOUS UNIS CONTRE LA REPRESSION !

Mais quand les travailleurs s'apprêtent à la lutte ou s'y engagent, ils se heurtent

aux idées de capitulation et de division, et au poids des organisations sous la tutelle du PCF — qui les entretiennent — Casser la combativité ouvrière pour mieux la canaliser à son profit, parvenir à contrôler un mouvement qui lui permettrait de prendre l'avantage sur le PS et de se pousser vers le pouvoir, tel est l'objectif du PCF et de ses tenants dans la CGT. Pour rallier davantage de bourgeois et de petits bourgeois à son projet de capitalisme réformé, Marchais, cette année, a ouvertement rejeté le mot même de dictature du prolétariat, où se concentrent les aspirations de la classe ouvrière.

Ce premier mai, unissons-nous, toutes les forces vives qui combattent pour expulser le révisionnisme de la classe ouvrière.

- PROGRAMME COMMUN = PROGRAMME BOURGEOIS
- GISCARD, MITTERAND, MARCHAIS, C'EST LE CAPITALISME
- MARCHAIS, LA COMMUNE N'EST PAS MORTE
- VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Aujourd'hui, le vieux monde capitaliste est en plein bouleversement : Notre combat, plus que jamais, trouve un puissant encouragement dans la lutte des peuples qui montent à l'assaut de l'impérialisme et du social-impérialisme, dans l'enthousiasme des peuples chinois et albanais qui édifient victorieusement le socialisme.

- A BAS L'IMPERIALISME ET LE SOCIAL-IMPERIALISME
- VIETNAM, CAMBODGE, LAOS, VICTOIRE !

- PALESTINE VAINCRA !
- VIVE LA CHINE ET L'ALBANIE SOCIALISTES !

Aujourd'hui, la flamme de la révolution et du socialisme surgit chaque jour dans les luttes, dans les aspirations à renverser la vieille société pourrissante. La classe ouvrière se dresse comme la seule force capable de construire la nouvelle société. C'est autour d'elle que commencent à se rassembler la jeunesse qui se révolte, les petits paysans ruinés par le capitalisme, et les masses populaires frappées par la crise. Levons haut le drapeau de la Commune de Paris : la France socialiste, c'est l'affaire de notre génération. Rassemblons les énergies révolutionnaires, construisons le Parti Communiste de Type Nouveau qui nous mènera à la victoire.

- UNE SEULE SOLUTION : LA REVOLUTION PROLETARIENNE
- VIVE LE POUVOIR DES OUVRIERS ET DES PAYSANS
- VIVE LA FRANCE SOCIALISTE !

A Paris, à Lille, à Lyon et dans tout le pays, notre Parti appelle à manifester sur ces mots d'ordre.

Faisons du 1^{er} Mai 1976, un premier mai communiste, un premier mai de préparation aux grands affrontements de classe qui s'annoncent.

Le Bureau Politique
du Parti Communiste Révolutionnaire
(Marxiste-Léniniste)

COMMUNIQUE DU SECRETARIAT NATIONAL DE L'UCJR

« DE LA REVOLTE A LA REVOLUTION ! »

REBELLES

3.50F MENSUEL de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire N°2

EDITORIAL
CONTRE LA REPRESSION (MIDI POPULAIRE)

Le 1^{er} mai revêt cette année pour la jeunesse de France une grande importance : c'est l'occasion pour elle de montrer concrètement que les luttes engagées depuis 6 mois sur tous les fronts (quartiers, usines, école, chômage...) veulent et peuvent s'unir aux mobilisations de la classe ouvrière et du peuple, pour une issue révolutionnaire à la crise, pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.

L'UCJR appelle tous les jeunes à se mobiliser en masse, à faire entendre partout leurs revendications, notamment celles qui concernent le chômage et la campagne anti-jeunes dans les quartiers.

Elle les appelle à se joindre à la manifestation de Paris des révolutionnaires marxistes léninistes et de leur Parti Communiste, le PCR (ml), aux côtés des travailleurs, et des représentants des peuples en lutte contre l'impérialisme et le social-impérialisme, à participer à la fête de « Rebelles » qui rassemblera le 1^{er} mai de 17h. à 24h. des élèves, des apprentis, des jeunes ouvriers venus de tout le pays.

Pour un 1^{er} mai de combat, tous à Paris, avec la classe ouvrière, avec le Parti Communiste Révolutionnaire !

front rouge

ORGANE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE (marxiste léniniste)

18 mars 1871
Paris insurge...
ET CE FUT
LA COMMUNE

N° 5 Nouvelle série
MARS 76 5 F

EST PARU

PASSEZ VOS COMMANDES...

à Front Rouge
BP 68
75 019 PARIS
CCP 31 191 14 La Source

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

JE M'ABONNE

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

1 AN 300 F
6 MOIS 150 F
3 MOIS 80 F
1 MOIS 30 F

203 65 61
203 65 17

BLOC-NOTES

CINEMA

Santé

COMMENT SE NOURRIR (2)

Que doit apporter un menu bien équilibré ?

LESBOISSONS

L'eau qui doit constituer l'essentiel de la boisson dans la journée est très souvent oubliée, or elle représente les deux tiers de la composition du corps humain. Chaque jour, nous perdons environ 2 à 2,5 litres d'eau si nous avons une activité normale, beaucoup plus s'il fait chaud, si nous transpirons au cours d'efforts prolongés, si nous mangeons des aliments salés... Cette eau perdue par la respiration, la transpiration et les urines est remplacée par l'eau contenue dans les aliments (environ un litre par jour) et par les liquides. Boire environ un litre de liquide par jour est donc nécessaire. On consomme trop de café qui excite et d'alcool sous diverses formes, qui amène un excès de calories sans qu'on y prenne garde.

Par exemple, un litre de vin apporte 800 calories.

L'eau doit constituer la base de la boisson à raison de 5 à 6 verres répartis dans la journée. On peut boire l'eau du robinet qui est correcte du point de vue bactériologique,

à condition de la mettre dans une carafe une heure avant consommation, pour laisser s'évaporer le chlore.

LE PAIN, LES FECULENTS

Le pain qui apporte de l'énergie (ou calories), des protéines végétales, et des vitamines doit couvrir un tiers des besoins caloriques par jour. Si l'on fait les comptes, cela représente pour un adulte 400 grammes de pain par jour. Si le pain est consommé en quantité insuffisante, les féculents, par contre, sont trop utilisés dans les menus. Ils ne doivent pas dépasser en quantité la part du pain. Pour ceux qui veulent maigrir, les légumes secs, les pâtes, le riz, les pommes de terre, le pain doivent être mangés en très petites quantités.

LES LEGUMES VERTS

Consommés crus, les légumes verts apportent des sels minéraux, des vitamines intactes s'ils n'ont pas traîné, et s'ils ne sont pas stockés

depuis quelques jours : par rapport aux légumes du jardin cueillis-mangés, les légumes stockés 3 ou 4 jours perdent le tiers de leurs vitamines. Il faut donc acheter des légumes verts très frais et profiter des légumes et fruits de saison, moins chers et qui auront moins traîné.

Lorsque les légumes sont trop chers, il faut consommer davantage de persil qui apporte des vitamines, du calcium.

100 grammes de persil contiennent autant de vitamine C que 4 oranges. Consommés cuits, les légumes verts perdent quelques vitamines mais favorisent la digestion, car ils lestent le bol alimentaire par leur cellulose. Le meilleur moyen de les cuire : la cocotte minute qui gagne du temps, économise le chauffage et permet de cuire les aliments à la vapeur.

Les légumes en conserve tels les haricots verts sont moins chers et contiennent plus de vitamines que ceux du marché, cueillis depuis plusieurs jours.

(à suivre)
D' QdP

"HISTOIRE D'UN PECHE"

UN FILM DE W. BOROWCZYK

un mélo rétro

Adapté d'un roman polonais du XIX^e siècle, ce film est d'abord un épouvantable mélodrame, à la mode de cette époque. Eva, l'héroïne de l'histoire, jeune fille bien sage de la petite bourgeoisie, accumule, tout au long du film, les pires malheurs : séduite puis abandonnée par le locataire de ses parents, elle tue son enfant pour cacher son «péché» ; battue, violée à plusieurs reprises, elle tombe sous la coupe de deux étranges «protecteurs» qui lui font commettre un meurtre. Et tout cela finit, bien sûr, par la mort édifiante de l'héroïne qui se sacrifie pour sauver son amant... Bref, il s'agit, une fois de plus du thème archi-éculé de la femme victime de la passion, dont l'amour rachète les crimes.

ESTHETISME ET PORNOGRAPHIE

Si l'auteur a choisi un tel sujet, ce n'est pas pour tracer un tableau critique de la société polonaise du XIX^e siècle, mais, bien plutôt, pour aligner une série de «belles images», en jouant sur les éclairages et les lumières, reconstituant les intérieurs d'époque, accumulant meubles et costumes authentiques. Cet esthétisme tapageur est de surcroît assaisonné d'un zeste de pornogra-

phie et de violence : il faut croire que cela fait vendre !

UNE AUTRE FACE DU CINEMA POLONAIS

Borowczyk vit et tourne en France depuis un certain nombre d'années. La seule originalité d'«Histoire d'un Péché», par rapport à ses autres films, est d'avoir été tourné en Pologne avec la bénédiction des autorités révisionnistes. Wajda et sa

«terre de la grande Promesse» nous avait montré un aspect du cinéma polonais d'aujourd'hui : celui qui prétend critiquer le capitalisme et ses excès. «Histoire d'un péché» nous permet de mieux comprendre la véritable nature de ce cinéma ; dont la forme et les préoccupations réactionnaires ne diffèrent en rien de celles des films occidentaux.

J.P. BOULOGNE

MARDI 6 AVRIL

TF 1	19 h 20 - Actualités régionales
18 h 15 - A la bonne heure	19 h 45 - Y'a un truc
18 h 45 - Pour les jeunes	20 h 00 - Journal
19 h 20 - Actualités régionales	20 h 30 - Les dossiers de l'écran : les rapatriés d'Algérie : 13 ans déjà ; reportage
19 h 40 - Une minute pour les femmes	23 h 15 - Journal
19 h 45 - Alors, raconte	
20 h 00 - Journal	FR 3
20 h 30 - La merveilleuse histoire des jeux olympiques	18 h 45 - Pour les jeunes
21 h 35 - Lettres d'un bout du monde, émission de J.E. Jeannesson : l'Inde 3ème partie : la porte de l'Inde	19 h 05 - Programmes régionaux
22 h 30 - De vive voix	19 h 20 - Actualités régionales
23 h 30 - Journal	19 h 40 - Tribune libre
A 2	20 h 00 - Les jeux de vingt heures
18 h 40 - Le palmarès des enfants	20 h 30 - Le justicier de l'Arizona, film de James Neilson (1966)
18 h 55 - Des chiffres et des lettres	22 h 10 - Journal

Feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RÉSUMÉ

E. Snow analyse les conséquences de l'accord Kouomintang-PCC.

62^e ÉPISODE

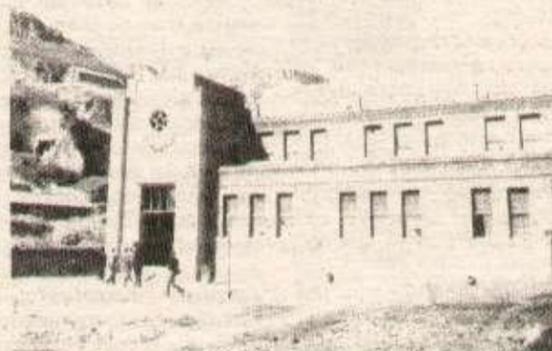
«AULD LANG SYNE» (1)

CESSATION DE LA CONFISCATION DES TERRES

Les changements les plus importants que subit la politique communiste furent de suspendre la pratique de confiscation des terres des propriétaires, d'arrêter la propagande contre Nankin et le Kouomintang et de garantir l'égalité des droits (y compris le droit de vote) à tous les citoyens sans considération de classe. Celle de ces innovations qui affecta le plus directement l'économie rouge fut naturellement la cessation de la confiscation des terres. Ceci ne signifiait pas que dans les territoires où le partage des terres était déjà chose faite elles seraient rendues aux propriétaires, mais que l'on s'abstiendrait de procéder à la redistribution dans les nouveaux districts rouges.

Pour dédommager le Trésor rouge du déficit résultant de cette concession, le généralissime consentit à regarder les districts soviétiques comme une partie de la «zone de défense nationale» et de payer en conséquence. (...)

Une partie de l'argent du Kouomintang servit à convertir de la monnaie soviétique afin de se procurer des articles manufacturés pour les coopératives, et une partie à l'achat d'équipement nécessaire. Rien ne fut gaspillé en salaires. Le commissaire aux Finances continua à subsister sur un salaire de cinq *yuan* par mois ! (...)



Auditorium central du Parti Communiste Chinois à Yen-an

UN CHANGEMENT FONDAMENTAL

En juin, le généralissime envoya son avion personnel à Sian à l'intention de Chou En-lai, le principal représentant communiste, qui se rendit par air à Kou-ling, la capitale estivale de la Chine. Chou y mena de nouvelles conversations avec Tsiang et les membres du cabinet. Parmi les questions discutées se trouvait la demande des communistes relative à la représentation au Congrès du Peuple, qui devait en novembre adopter une Constitution «démocratique». On annonça qu'un accord avait été conclu aux termes duquel le «Territoire spécial» aurait droit à neuf députés élus sur une base régionale.

Toutefois, ces délégués ne seraient, en toute probabilité, pas connus comme «communistes». Nankin n'avait pas reconnu officiellement le prétendu «remariage». Il préférerait regarder l'opération comme l'acquisition d'une concubine dont il faut d'abord mettre la chasteté à l'épreuve et au sujet de laquelle, pour des raisons diplomatiques, le moins on en parle en dehors du cercle de famille le mieux cela vaut. Mais cette mésalliance, si furtive qu'elle fût, représentait tout de même à l'égard du Japon un étonnant défi public qui aurait été inconcevable quelques mois plus tôt. Entre-temps, l'offre du Japon (par l'intermédiaire de Hirota) d'un respectable mariage anti-rouge avec Nankin était repoussé du pied. C'était peut-être là la dernière et définitive indication que la politique étrangère de Nankin avait subi un changement fondamental.

LA CHINE A GAGNÉ

Sans doute, tout cela devrait paraître à bien des observateurs lointains un dénouement complètement incompréhensible, aussi de sérieuses erreurs furent-elles commises dans l'analyse de la situation. Celle-ci ne pouvait certes se présenter ailleurs qu'en Chine. Après dix années d'une guerre civile de l'espèce la plus sauvage, Rouges et Blancs soudain font retentir de concerts les accents d'«Auld Lang Syne». Sûrement les uns ont-ils gagné et les autres perdu ? Oui, la Chine a gagné et le Japon a perdu. Car la décision, dans cette lutte complexe entre Rouges et Blancs, a été une fois de plus ajournée en raison de l'intervention d'un troisième partenaire - l'impérialisme japonais.

(à suivre)

(1) Chant écossais de retrouvailles.

DJIBOUTI :

De notre envoyé spécial J.P. GAY

UN PEUPLE CONTRE LA BASE MILITAIRE FRANÇAISE (8)



QUEL PARTI POUR L'INDEPENDANCE ? -3-

DOCUMENTS

Nous évoquons hier les pressions exercées sur la LPAI, et l'importance du courant populaire qui s'y oppose. De Djibouti, des patriotes viennent d'adresser au «Quotidien du Peuple», plusieurs documents qui illustrent l'ampleur de ces pressions et la lutte en cours au sein de la LPAI.

Des extraits de ces documents sont publiés ici.

Dans la dernière partie du reportage, nous verrons : comment est envisagée à Djibouti la lutte armée de libération, le rôle du FLCS («Front de Libération de la Côte des Somalis»), et l'importance de l'avenir de Djibouti pour toute la région, où s'aiguise la rivalité des grandes puissances.

«Iftin» du 24 mars

Le journal «Iftin», dont les rédacteurs militent à la LPAI, écrit dans son dernier numéro :

«La France veut avoir la complicité de tout le monde, sauf celle du peuple Djiboutien... Pour multiplier les chances de succès, elle combine toutes les manœuvres possibles et imaginables».

Parmi les manœuvres envisagées :

«Créer un conflit régional en faisant planer l'idée de la volonté manifeste d'annexion de Djibouti par ses deux voisins. A cette fin, utiliser l'Ethiopie qui est parmi les alliés sûrs de l'impérialisme international ;

- Amener la Somalie à revendiquer le pays ;

- Isoler le FLCS par tous les moyens ;

- Faire cautionner cette politique par les pays arabes et africains, par les organisations internationales : OUA, ONU, Ligue

Arabe, sommet islamique»

«LA MODERATION DE LA LPAI»

Selon le journal :

«En définitive, si la France se permet de manigancer toutes sortes de manœuvres, cela est dû à deux facteurs :

• a la modération de la LPAI, qui a pourtant tout le peuple derrière elle ;

• à l'incohérence de la politique afro-arabe : beaucoup de pays africains et arabes étant contrôlés par l'impérialisme international, d'autres affichant une indifférence nuisible pas seulement pour les autres mais pour eux-mêmes.

En effet, la LPAI n'a pas l'air de se laisser de tendre à la France une perche qui n'est jamais saisie. Elle donne au gouvernement français le temps et les moyens de manœuvrer à sa guise.

Consciente de la faible combativité de la Ligue, la France prend son temps pour réunir les conditions nécessaires et négocier alors en position de force. Internationalement, on peut juger qu'elle se rapproche de ce but. Le sommet des ministres des affaires étrangères des pays arabes qui s'est tenu récemment au Caire en est une preuve. L'Elysée pense également que la LPAI se contentera de certaines concessions mineures...»

Le journal conclut en s'interrogeant, au sujet des dirigeants de la LPAI :

«Vont-ils choisir la solution de facilité aboutissant à la néo-colonisation du pays, plutôt que de soutenir la lutte intransigeante en vue d'une indépendance réelle ? C'est ce que craignent beaucoup de jeunes».



Vers le boulevard de la République, l'aumônerie militaire : à deux pas de là, des patriotes ont été torturés.

Bulletin LPAI du 26 mars (extraits)

Le dernier bulletin de la LPAI, daté du 26 mars, et diffusé à Djibouti, est consacré à la 65ème conférence de la Ligue Arabe qui vient de se tenir au Caire, et à laquelle assistait une délégation de la LPAI.

Selon le bulletin, la Résolution finale concernant Djibouti, adoptée par la conférence demande à la France «d'annuler toutes les lois et pratiques entravant l'exercice de toutes les libertés démocratiques d'une manière naturelle, et de permettre le retour des expulsés, déportés et réfugiés dans leur pays et ceci, afin de permettre l'organisation du Référendum projeté par la France».

«LA LPAI OPPOSEE A TOUT REFERENDUM»

Le bulletin indique : «Quant à la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance, elle a fait savoir à la Ligue Arabe son opposition à tout référendum».

Puis, suit la publication de l'intervention faite par la délégation de la LPAI devant la Conférence de la Ligue arabe.

Après avoir rappelé que la France intensifie sa répression anti-populaire à Djibouti, l'intervention souligne :

«D'autre part, la France a entrepris en même temps, à l'extérieur, auprès des Etats et Organisations qui nous soutiennent ou qui sont susceptibles de nous soutenir, des démarches tendant à prouver son désir et sa volonté de trouver les conditions pacifiques et démocratiques pour l'accession de notre pays à l'indépendance». Parmi les manœuvres énumérées :

S'APPUYER SUR LES ETATS VOISINS

-Négocier avec les Etats de la région alors que nous sommes les premiers et les seuls concernés et, à ce titre, c'est avec nous qu'elle doit négocier de notre indépendance - nous qui n'avons jamais cessé de demander d'engager des négociations avec elle, ce qu'elle a toujours refusé. Alors, nous ne voyons pas en quoi nous nous sentirions liés par des négociations qui se seraient déroulées en dehors de nous, entre un Etat qui nous colonise et qui ne veut pas négocier avec nous et des Etats tiers qui ne sont pas colonisés par cet Etat comme nous le sommes et qui, eux, ne nous colonisent pas mais occupent seulement une position géographique voisine de notre pays ;

LA CAUTION DE LA LIGUE ARABE

- Organiser un référendum et accepter le contrôle par la Ligue Arabe et par l'OUA du déroulement et de la régularité des opérations de vote.

C'est un acte extrêmement grave et nuisible pour nous dans les conditions actuelles, que la France ne veut pas accomplir sans une approbation passive ou active, à l'intérieur et à l'extérieur.

La France, en effet, a absolument besoin de cette opération pour la politique qu'elle est en train de réaliser chez nous.

Contrairement à ce qu'elle laisse croire, il ne s'agit pas d'une simple formalité destinée à faire voter «OUI» à l'indépendance un peuple qui a déjà opté unanimement, pour elle, et lui permettant ainsi de trouver une

«sortie» conforme à sa constitution. Elle ne cherche pas non plus à se donner, malgré la volonté populaire et sous les yeux d'observateurs internationaux, par les bourrages habituels des urnes, un verdict favorable à la perpétuation d'un colonialisme devenu anachronique et injustifiable.

L'affaire est beaucoup plus grave et plus subtile qu'un simple référendum, et voici pourquoi...

Une politique délibérée, et, systématiquement appliquée, a légalement dépeuplé notre pays de ses véritables habitants en combinant les déportations massives et les lois régressives sur la nationalité.

En proposant d'organiser dans ces conditions un référendum, la France cherche à rendre définitif ce fait accompli qui bouleverse toutes les données politiques, démographiques et humaines de notre pays. Elle cherche également, par ce moyen à mettre en place, avec l'approbation, la permission ou la complicité de la Ligue Arabe, la structure régressive et répressive que nous venons d'évoquer, avec à leur tête les hommes et les institutions qui ont demandé, permis ou couvert que notre peuple soit légalement dépouillé de sa citoyenneté et déporté en masse hors de son pays.

Notre peuple déporté a toujours tenté de rentrer chez lui. Et chacune de ces tentatives fut considérée par la France comme une infiltration d'éléments hostiles, venus pour troubler la paix dans le pays, à l'instigation de la République Démocratique de Somalie, voisine, vers laquelle les citoyens avaient été préalablement déportés ou expulsés.

Après ce référendum projeté, qui se propose de régler la question de savoir qui a droit d'être électeur, donc citoyen de notre pays, les tentatives de retour qui avaient été considérées jusqu'à présent comme infiltration «d'éléments indésirables», seront considérées comme «agression».

La France se propose donc de créer avec la permission de la Ligue Arabe, un conflit dans la région en arbitrant et entretenant ce conflit par la présence de sa base stratégique.

C'est pourquoi, nous demandons aux Etats Arabes Frères :

1) De condamner sans équivoque, la politique française dans notre pays. L'absence de cette condamnation équivaudra pour la France à une permission et un encouragement de sa politique tendant à créer une nouvelle «affaire de Palestine» sur le Babel Mandeb ;

2) De demander à la France de surseoir définitivement à son projet de référendum et de permettre le retour dans leur pays natal de tous les réfugiés, déportés et expulsés ;

3) D'enlever le barrage de fils de fer barbelés, renforcé de champs de mines qui enserrait la ville de Djibouti ;

4) De mettre fin à la présence de sa base militaire à Djibouti. Cette base peut créer des troubles et l'insécurité dans la région et engendrer un risque d'intervention des grandes puissances dans cette même région sensible pour la paix et la prospérité des pays arabes et de l'Afrique ;

5) D'ouvrir le dialogue avec les représentants authentiques du peuple de Djibouti.

LETTRE D'UN ORPHELIN DU 20 MARS 67

«J'avais 9 ans, le 20 mars 1967, le jour où mon père fut abattu comme un chien par la main sanguinaire du colon. Ce jour-là ma mère m'avait interdit de sortir. Je jouais aux billes avec un camarade, quand soudain notre porte s'ouvrit, laissant passer quatre jeunes gens portant un homme dont le corps était maculé de sang : c'était mon

cher père. Ah ! Comme je l'aimais, il représentait tout l'univers pour ma jeune âme innocente, car il me dévoilait tout ce que je ne comprenais pas...

Sa disparition subite bouleversa la situation de notre famille. Ma mère devint vendeuse de galettes afin de subvenir à nos besoins...

Je suis devenu triste, mé-

lancoïque et rêveur depuis le tragique événement du 20 mars, alors que j'étais joyeux et rieur d'habitude.

A présent, je suis fier d'être le fils d'un des fervents nationalistes qui s'opposaient par la voie pacifique au pseudo-référendum frauduleux du 19 mars 1967 et qui préconisaient l'indépendance immédiate...

Le 20 mars 67, le colonialisme français a intensifié les répressions, les déportations massives et a massacré sauvagement le peuple afin d'étouffer sa lutte.

Pour le peuple, référendum = massacre.

Le désir du colon c'est de mater le peuple pour avoir encore 9 ans de paix (comme 1967-1976). Si jamais le gouvernement de Paris s'entête à nous imposer sa solution et fixe la date du pseudo-référendum qu'il préconise, je n'hésiterai pas à rejoindre le Front et à lutter les armes à la main».

Lettre de Sougal L., publiée dans «Iftin», fin mars.

«REFERENDUM = MASSACRE»

19 mars 1967 : C'est le référendum organisé par la France. Depuis août 66, où De Gaulle fut accueilli aux cris de «Indépendance ! Indépendance !», la répression n'a pas cessé.

Le jour même de la consultation, la ville de Djibouti est bouclée, des réseaux de barbelés et de chicanes coupent les rues. Les gardes mobiles, fusil à l'épaule, encadrent l'entrée des bureaux de vote. Les résultats officiels donneront le OUI à la présence française : majoritaire !

Les patriotes refusent ce verdict : dès le lendemain ils manifestent et dressent des barricades. La grève générale, notamment au port, paralyse le pays. Alors, légionnaires et gendarmes mobiles tuent à la mitrailleuse. Des milliers de «suspects» sont emmenés en camps de concentration puis, abandonnés dans le désert frontalier, vers la Somalie.

A Paris, le ministre des DOM-TOM déclare : «La Côte française des Somalis a voté dans l'ordre».